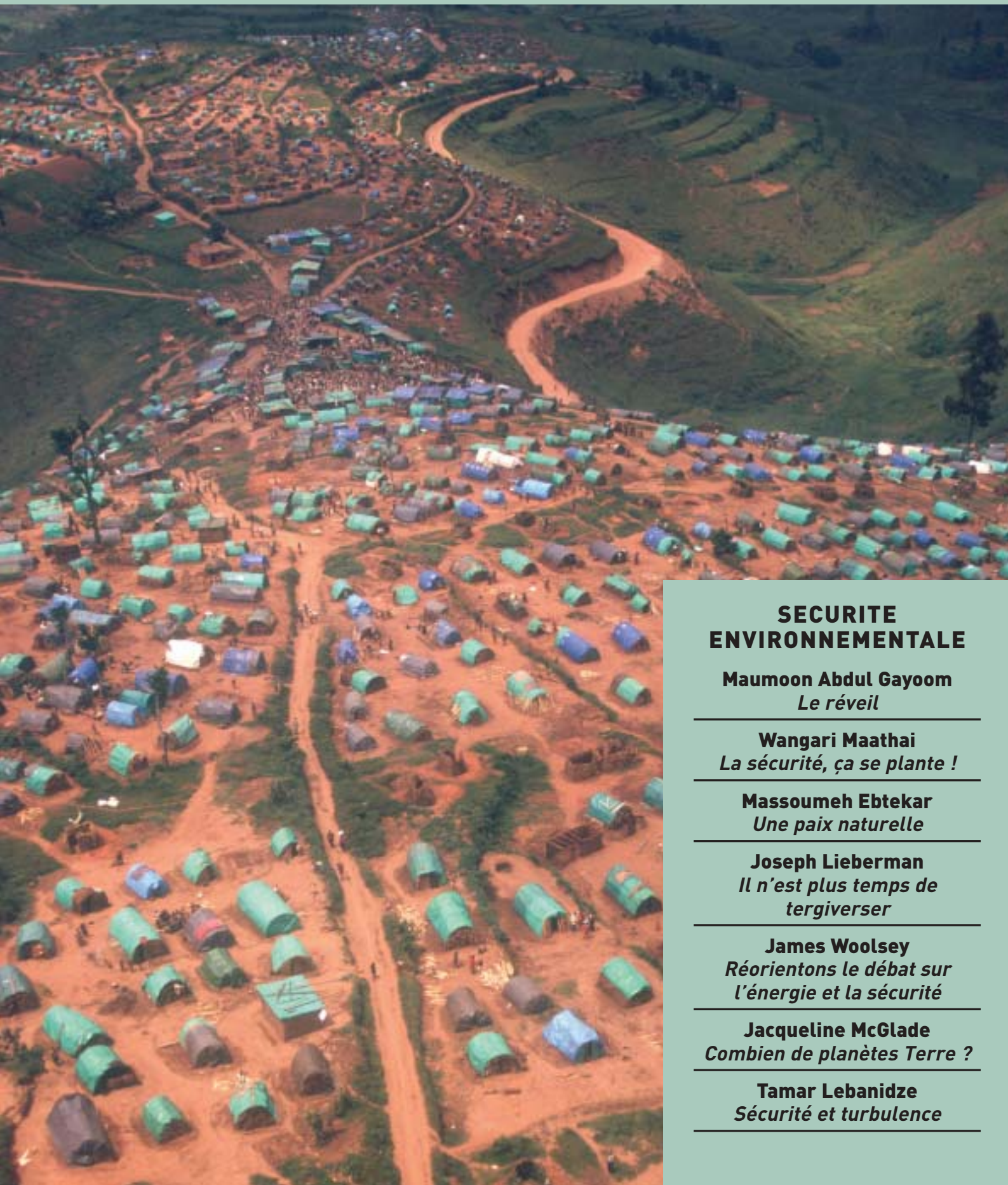




Volume 15 No 4

# Notre Planète

Le magazine du Programme des Nations Unies pour l'environnement



## **SECURITE ENVIRONNEMENTALE**

**Maumoon Abdul Gayoom**  
*Le réveil*

---

**Wangari Maathai**  
*La sécurité, ça se plante !*

---

**Massoumeh Ebtekar**  
*Une paix naturelle*

---

**Joseph Lieberman**  
*Il n'est plus temps de  
tergiverser*

---

**James Woolsey**  
*Réorientons le débat sur  
l'énergie et la sécurité*

---

**Jacqueline McGlade**  
*Combien de planètes Terre ?*

---

**Tamar Lebanidze**  
*Sécurité et turbulence*

---



### 3 Editorial

*Klaus Toepfer, Directeur exécutif du PNUE*

### 4 Le réveil

*Maumoon Abdul Gayoom, Président de la République des Maldives*

### 5 La sécurité ça se plante !

*Wangari Maathai parle avec Geoffrey Lean*

### 7 Une paix naturelle

*Massoumeh Ebtekar, Vice-présidente et Directrice de l'Agence responsable de la protection environnementale de la République d'Iran*

### 10 Personnalités

### 11 Il n'est plus temps de tergiverser

*Joseph Lieberman, Sénateur américain pour le Connecticut*



Malcolm Keith Hill/PNUE/Topham

**Notre Planète**, le magazine du **Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)**  
PO Box 30552, Nairobi, Kenya  
Tél. (254 20) 621 234 ; fax 623 927 ; télécopie 22068  
UNEP KE ; courrier électronique : [cpinfo@unep.org](mailto:cpinfo@unep.org)  
[www.unep.org](http://www.unep.org)  
ISSN 1013-7394  
Directeur de la publication : Eric Falt  
Rédacteur en chef : Geoffrey Lean  
Coordination : Naomi Poulton  
Avec la collaboration de : Nick Nuttall  
Directeur de la diffusion : Manyahlesha Kebede  
Maquette : Roger Whisker  
Traduction : Anne Walgenwitz / Ros Schwartz  
Translations Ltd  
Site web : Chris Cypert  
Mise en page : Banson  
Imprimé au Royaume-Uni  
Couverture : Adrian Arbib/Still Pictures



Banson

### 12 Attirer les investissements privés

*Melinda L. Kimble, Vice-présidente des Programmes, Fondation des Nations Unies*

### 14 Réorientons le débat sur l'énergie et la sécurité

*R. James Woolsey, ancien directeur de la CIA et membre de la coalition sur l'avenir de l'énergie*

### 16 En bref : Sécurité environnementale

### 18 Profil : Salman Ahmad

*Guitariste de Junoon, le groupe de rock le plus célèbre du Pakistan*

### 19 Combien de planètes Terre ?

*Jacqueline McGlade, Directrice exécutive de l'Agence européenne pour l'environnement*

### 21 Casques verts

*Pekka Haavisto, Président des projets du PNUE sur l'Afghanistan, sur les Territoires palestiniens occupés, sur l'uranium appauvri et sur l'Irak*

### 23 Produits et publications

### 24 Initiative pour le changement

*L'Ambassadeur Jan Kubis, Secrétaire général de l'Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe*

### 26 Sécurité et turbulence

*Tamar Lebanidze, ministre géorgienne de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles*

### 27 L'eau et la guerre

*Steve Lonergan, Directeur de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du PNUE*

### 30 Vaincre la « malédiction des ressources »

*Emil Salim, ancien ministre indonésien de l'Environnement et professeur d'environnement (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles) à l'Université d'Indonésie, à Jakarta*

### 32 Le vert, couleur de la paix

*Max B. Katta, 23 ans, Sierra Leone*

Egalement disponible sur Internet : [www.ourplanet.com](http://www.ourplanet.com), avec en supplément, un article de Jenny Clover sur la pauvreté et l'insécurité.



PNU/E/Topham

**Ce numéro de *Notre Planète* a été réalisé grâce à la générosité de la Fondation des Nations Unies/du Fonds pour un monde meilleur.**

Les opinions exprimées dans le présent magazine ne reflètent pas nécessairement celles du PNUE ou des responsables de la publication, et ne constituent pas une déclaration officielle. Les termes utilisés et la présentation ne sont en aucune façon l'expression de l'opinion du PNUE sur la situation juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou de son administration, ni sur la délimitation de ses frontières ou limites.

Tout article du présent magazine qui n'est pas protégé par copyright peut être reproduit gratuitement à condition que *Notre Planète* et l'auteur ou le photographe concernés soient informés par écrit et reçoivent un justificatif de publication.

*Notre Planète* recevra avec plaisir les articles, comptes rendus, illustrations et photographies qui lui seront envoyés, mais ne peut cependant pas garantir leur parution. Les manuscrits, photographies et illustrations non sollicités ne seront pas retournés.

**Abonnement :** Pour recevoir *Notre Planète* régulièrement et figurer sur notre liste de diffusion, renseignez-vous auprès de Manyahlesha Kebede, Directeur de la diffusion, *Notre Planète*, en indiquant vos nom et adresse, et la langue de votre choix (français, anglais, espagnol).

**Changement d'adresse :** Veuillez envoyer l'étiquette portant votre adresse ainsi que votre nouvelle adresse à : Manyahlesha Kebede, *Notre Planète*, UNEP, PO Box 30552, Nairobi, Kenya.

Le présent magazine est imprimé sur du papier entièrement fabriqué à partir de déchets recyclés. Les techniques de blanchiment de papier utilisées sont sans danger pour l'environnement.



PNUE

**En direct du bureau de**

**KLAUS TOEPFER**

Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du PNUE

**A**u moment où nous bouclons ce numéro de *Notre Planète*, le monde est encore sous le choc des effets dévastateurs du tsunami de l’océan Indien, qui en quelques heures a bouleversé la vie de millions de personnes. Nos premières pensées se tournent vers les victimes et leurs familles. Puis, nous réfléchissons à la manière dont les moyens d’existence, les économies et les communautés si durement frappées peuvent être réhabilités.

Nous commençons aussi à avoir une idée des impacts environnementaux de la catastrophe. Un récent rapport préliminaire concernant l’une des zones les plus sinistrées – la province d’Aceh en Indonésie – estime qu’au bas mot les dégâts et les pertes qu’ont subis les récifs coralliens, les mangroves, les herbiers, les forêts côtières, les embouchures de fleuve et les puits de surface se monteront à plus de 660 millions de dollars.

Une fois les besoins humanitaires couverts, la restauration de ces habitats ou l’accélération de leur rétablissement devrait être une des priorités de la communauté mondiale.

Car les récifs coralliens, les forêts côtières et ces autres habitats cruciaux n’attirent pas seulement le tourisme, ce sont aussi des nourriceries vitales pour le poisson et des sources de matériaux pour les populations locales. Au niveau mondial, les récifs coralliens rendent des services environnementaux estimés à plusieurs milliards de dollars par an. Ils offrent aussi une protection naturelle contre les incursions agressives et destructrices de la mer. D’ailleurs, c’est à nos risques et périls que nous ignorons « la sagesse de la Nature », un thème qui prendra toute son importance lors de l’Expo 2005, qui ouvrira ses portes en mars prochain, à Aichi au Japon.

L’enjeu principal est de limiter l’impact potentiel des calamités futures, non seulement dans l’océan Indien mais

partout ailleurs. Le tsunami était un événement entièrement naturel, mais il avait été détecté par les scientifiques. Si un système d’alerte précoce avait été en place, de nombreuses vies auraient pu être épargnées, en particulier dans les zones éloignées de l’épicentre du tremblement de terre. C’est pourquoi les Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales sont en train d’élaborer un système de ce type. Lors de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, qui s’est tenue à Kobe, au Japon, le mois dernier, des fonds ont été promis, qui seront consacrés aux télécommunications, aux bouées et à tout le matériel nécessaire.

La Conférence a également convenu que ces systèmes de pointe ne suffisent pas. Les initiatives d’éducation, de formation et de sensibilisation destinées à divers secteurs de la société, des ministères jusqu’aux villages, doivent faire partie de ce projet pour en assurer le succès. Le PNUE va soumettre à la discussion une décision spécifique concernant les tsunamis et autres catastrophes climatiques lors du Conseil d’administration/Forum ministériel mondial de Nairobi, et j’espère que nous obtiendrons l’aval des gouvernements.

Mais la sécurité environnementale et la réduction de la vulnérabilité ne se limitent pas à un système d’alerte pour l’océan Indien, ni même à un système qui couvrirait toutes les calamités régionales et mondiales possibles. Si des mesures environnementales et de contrôle de l’urbanisation des sites ne sont pas intégrées aux programmes de reconstruction, nombreuses sont les communautés qui resteront ouvertement vulnérables aux raz de marées, aux impacts du changement climatique et aux autres risques naturels et artificiels.

L’implantation débridée, anarchique et irréfléchie de logements, d’entreprises, d’hôtels et de structures d’aquaculture

dans les zones côtières est risquée, à cause de la hausse du niveau des mers, des tempêtes et d’autres phénomènes. Elle contribue aussi parfois à l’insécurité des communautés côtières en affaiblissant ou en abîmant les défenses maritimes naturelles comme les récifs coralliens et les mangroves. Ces précieux habitats et écosystèmes se trouvent fragilisés par la pollution et par un développement qui les élimine parfois au profit de ports de pêche et de plaisance, d’élevages de crevettes et autres formes de mariculture, et de sites touristiques.

Depuis quelques mois, toute l’attention du monde s’est fort justement concentrée sur le tsunami, mais nous ne devons pas permettre que le « tsunami silencieux » que constituent la pauvreté, la faim, l’eau polluée et le manque d’assainissement disparaisse de l’actualité. J’applaudis donc la décision de Tony Blair, le Premier Ministre britannique, de mettre l’accent sur l’Afrique et le changement climatique dans le cadre de la double présidence de son pays cette année, celle du G8 et celle de l’Union européenne.

En septembre, lors d’une réunion au sommet de l’Assemblée générale, les gouvernements discuteront du statut des Objectifs de développement des Nations Unies pour le millénaire. Une stratégie mondiale, traçant les grandes lignes de la mise en œuvre, a été élaborée par des experts à la demande de Kofi Annan. Elle indique que la durabilité environnementale est une condition cruciale pour mettre fin à la pauvreté et que de très nombreuses données scientifiques montrent que la dégradation environnementale est directement responsable des plus grands problèmes mondiaux comme la pauvreté, le déclin de la santé humaine, la faim, l’eau non potable, les maladies nouvelles, l’exode rural et les conflits civils.

J’espère que ces conclusions enrichiront et dynamiseront la discussion, et qu’elles déboucheront sur des résultats positifs pour la 23<sup>e</sup> session du Conseil d’administration du PNUE ■

**QU’EN PENSEZ-VOUS ?**

*Nous aimerions avoir votre avis sur les questions abordées dans ce numéro de Notre Planète. N’hésitez pas à nous contacter par courriel à [feedback@ourplanet.com](mailto:feedback@ourplanet.com) ou par courrier à Feedback, Our Planet, 17E Sturton Street, Cambridge CB1 2QG, Royaume-Uni*



A gauche et en haut : Jochen Tack/Still Pictures

En bas : Ph. Hympendahl/Still Pictures

En haut, à gauche : Ph. Hympendahl/Still Pictures

En haut, à droite et en bas : Jochen Tack/Still Pictures

# Le réveil

**MAUMOON ABDUL GAYOOM** décrit les impacts du tsunami sur son pays et constate que le réchauffement mondial pose une menace encore plus importante pour la sécurité environnementale

Le 26 décembre 2004, la terrible réalité de notre fragilité environnementale nous a brusquement frappés. Ce matin-là, le tsunami provoqué par le tremblement de terre de Sumatra s'abattait sur l'ensemble de l'archipel des Maldives avec une fureur impitoyable, faisant de nombreuses victimes, dévastant les infrastructures, paralysant notre économie et balayant des décennies de dur labeur. Cette catastrophe sans précédent était la première calamité naturelle de ce genre et la pire qu'aient connue les Maldives.

Nous nous sommes immédiatement attelés à l'énorme tâche qui nous attend : premiers secours, et reconstruction des vies et des moyens d'existence de la population, et de l'ensemble de nation. Les enjeux sont énormes : 82 personnes décédées, 26 disparus, 13 îles complètement évacuées. Plus de 15 000 personnes sont aujourd'hui sans abri et nombreuses sont celles qui manquent de nourriture et d'eau. Nos industries touristique et de la pêche sont décimées. Sur 87 stations balnéaires, 19 ont dû être fermées. Leur réouverture ne se fera qu'après un important programme de reconstruction. De nombreuses îles ont perdu leurs navires de pêche, qui étaient leurs principaux moyens d'existence. Les dégâts totaux sont estimés à plus d'un milliard de dollars.

**Le tsunami est l'occasion pour nous de réfléchir à la fragilité des petits Etats insulaires et des zones côtières basses**

Comme nous concentrons actuellement sur les secours et sur la réhabilitation, nous n'avons pas encore eu l'occasion d'évaluer l'impact de la catastrophe sur notre fragile environnement. Mais les premiers signes ne sont pas encourageants. Suite à l'inondation et à la pénétration de l'eau salée dans nos réserves souterraines, la végétation des Maldives est en train de mourir. Cette perte de végétation fragiliserait encore davantage l'environnement de nos minuscules îles. De plus, les scientifiques considèrent qu'il faudra peut-être plusieurs années de pluie pour que nos nappes phréatiques se remettent de la catastrophe, qu'elles se reconstituent et qu'elles soient potables.

Le tsunami est l'occasion pour nous de réfléchir à la fragilité des petits Etats insulaires et des zones côtières basses. C'est aussi le moment de prendre des décisions importantes pour l'avenir, pour éviter les catastrophes naturelles de ce genre ou minimiser les pertes qu'elles occasionnent. Le 26 décembre 2004, les vagues du tsunami se sont retirées en quelques heures. Mais les vagues et les inondations provoquées par la hausse du niveau des mers liée au réchauffement mondiale ne se retireront pas. Les dégâts seront inimaginables et nous deviendrons tous des réfugiés environnementaux.

Le Protocole de Kyoto est entré en vigueur. Il nous permet d'améliorer la coopération environnementale et d'atteindre les cibles établies pour la réduction des gaz à effet de serre. Mais il ne permet pas, à lui seul, d'améliorer les tristes perspectives d'avenir de l'environnement de nos pays. Il faut faire davantage pour protéger notre environnement mondial.

Le tsunami a provoqué un élan de solidarité mondial pratiquement sans précédent : il faudrait en profiter pour créer les mécanismes permettant de faire face aux futures catastrophes environnementales. Le tsunami nous a également montré que les catastrophes écologiques ne connaissent pas de frontières et qu'elles frappent plus durement les petits Etats insulaires. Treize pays de deux continents ont été directement touchés par le raz de marée, et plusieurs autres nations ont perdu des ressortissants. En cette heure de deuil international, nous devons redoubler d'effort pour forger un partenariat mondial permettant de traiter les problèmes liés à notre environnement commun ■

*Maumoon Abdul Gayoom est le Président de la République des Maldives.*

**D**ans les sociétés africaines traditionnelles, la paix et les arbres étaient synonymes. C'est sous leur ramure que les conflits se résolvait, les anciens étaient porteurs de bâtons avec lesquels ils effectuaient des réconciliations et les gens utilisaient même les noms d'arbres pour se saluer. « La culture africaine était bien une culture de paix élaborée autour des arbres », déclare Madame Wangari Maathai, qui a été à l'origine de la plantation de 30 millions de petits arbres sur le continent africain.

Le Comité Nobel norvégien vient d'actualiser ce lien ancestral en décernant le Prix Nobel de la Paix 2004 à Madame Maathai, fondatrice du mouvement Ceinture verte. Elle est la première militante écologiste et la première femme africaine à recevoir le prix Nobel.

Très controversée, la décision fut en but aux critiques de certains politiques qui considéraient « qu'un prix de la paix doit honorer la paix et non l'environnement ». Mais le professeur Ole Danbolt Mjøs, Président du comité, a rétorqué dans son discours lors de la cérémonie de remise que « la protection de l'environnement était devenue une autre façon permettant d'accéder à la paix ».

Le Comité s'est montré encore plus explicite : « La paix sur terre dépend de notre aptitude à protéger notre environnement vivant », a-t-il déclaré. « Madame Maathai a pris les devants de la lutte pour la promotion d'un développement socioéconomique et culturel écologiquement viable pour le Kenya et pour l'Afrique. »

Sharina Hicks/PNUE/Topham



John McComico/Associated Press

## La sécurité, ça se plante !

**WANGARI MAATHAI**  
confie à Geoffrey Lean  
combien les arbres sont  
importants pour favoriser  
la paix, et comment le  
déboisement et  
la dégradation des terres  
peuvent être sources  
de conflits

Madame Maathai – qui est aujourd'hui la ministre kenyane déléguée à l'Environnement et aux Ressources naturelles – a accordé un entretien à

*Notre Planète* trois jours à peine après la cérémonie de remise des prix. Et elle a expliqué que l'utilisation inégale et non durable des ressources naturelles du monde était source de conflits locaux, nationaux et mondiaux.

Elle a d'abord parlé des arbres africains : « De nombreuses communautés, au Kenya comme dans toute l'Afrique, j'en suis sûre, possédaient le concept d'arbres de paix », a-t-elle déclaré. « Lorsque les anciens cherchaient à réconcilier des communautés et des particuliers, ils s'asseyaient autour de certains arbres. D'ailleurs, les Luhya, peuple de l'Ouest du Kenya, se saluaient même en prononçant le nom de l'essence qui leur servait d'arbre de paix, le *murembe*.

« Chez les Kikuyu », a-t-elle ajouté, « l'arbre de paix était un *thigi*, qui tient plus de l'arbuste que de l'arbre, et qui possède de nombreuses ramifications. On en coupait des bâtons qui étaient donnés aux anciens comme symbole d'autorité. Les anciens portaient toujours avec eux ces bâtons. Lorsqu'ils devaient régler une querelle, ils commençaient d'abord par discuter avec les adversaires. S'ils décidaient que ceux-ci n'avaient aucune raison de se disputer, ils plaçaient un bâton entre eux. Une fois que l'ancien avait fait ce geste, les gens étaient censés se séparer et s'en aller réconciliés. »

Les *thigi* étaient autrefois des arbres courants qui étaient protégés. On ne pouvait pas les couper pour d'autres utilisations, ni pour la construction ou pour le bois de feu. Aujourd'hui, ils sont si





Bansan

### **Les arbres ont cette merveilleuse faculté de communiquer avec les communautés. Ils embellissent le paysage et donnent de l'espoir aux gens.**

rares que le Madame Maathai elle-même n'en a jamais vu un seul.

« Ils ont disparu parce qu'ils n'étaient plus valorisés et n'avaient plus de fonction. On n'avait plus besoin des anciens pour régler les différends privés. Le colonialisme a balayé toute cette structure. Aujourd'hui, lorsque les gens s'affrontent, on les arrête et on les emprisonne. Il n'y a plus de *thigi*, mais les conflits, eux, sont beaucoup plus nombreux. »

Cette histoire pourrait être une parabole sur la sécurité environnementale au Kenya, en Afrique et dans le monde. Car comme le dit Madame Maathai : « Lorsque les ressources sont dégradées ou surexploitées, la concurrence commence. » Elle a observé ce phénomène dans son propre pays, et cela a renforcé ses convictions. Elle se souvient que lorsqu'elle était enfant, « il y avait de la végétation partout, la terre était couverte de forêts et d'arbres. Nous n'avions pas de mot pour désigner le désert, parce que nous n'en voyions jamais ».

Elle se souvient que, puisant de l'eau de source, elle avait été « fascinée par la façon dont l'eau propre et fraîche jaillissait de l'argile rouge et molle, d'une manière si régulière qu'elle ne bousculait même pas les particules individuelles de terre ». Elle se souvient de « ruisseaux, de magnifiques ruisseaux ».

Aujourd'hui, les arbres ont été coupés pour faire place à des plantations de thé, et les sources et les ruisseaux sont asséchés. « Je sens la tragédie sous mes pieds », a-t-elle confié. « Je vois les ravines, elles me comptent l'histoire d'une érosion des sols sans précédent. La faim se lit sur le visage des gens. »

Il ne reste désormais que 2 % de la couverture forestière kenyane initiale, et la surexploitation des terres a déjà provoqué des conflits. Les éleveurs et les agriculteurs se disputent l'utilisation des dernières terres fertiles.

« Le conflit actuel du Darfour, au Soudan s'explique de la même manière », poursuit-elle. « Dans une certaine mesure, il s'agit d'un conflit entre éleveurs et agriculteurs, lié à la dégradation des terres. »

La politique peut aggraver les tensions. « Les tensions peuvent venir de la surexploitation des ressources naturelles, et être ensuite manipulées par des politiques. Les politiques peuvent aussi être à l'origine d'une désaffection ou un mécontentement que la population adopte alors volontiers à cause de la pression sur les ressources.

« C'est très courant, mais généralement, nous ne pensons pas à l'environnement ou à la mauvaise gestion des ressources naturelles, qui résultent souvent d'une mauvaise gestion publique. En l'absence de démocratie ou de distribution et de gestion responsables des ressources, les conflits se développent, et il est très facile de les manipuler. Alors, les gens ne disent pas "Notre environnement est dégradé, que pouvons-nous faire pour le réhabiliter ?" Non, en général ils commencent à se disputer ce qui en reste. »

C'est justement ce qu'a fait remarquer Monsieur Mjøs dans le discours qu'il a prononcé lors de la cérémonie de remise des prix. « Les guerres et les conflits actuels se produisent moins entre les Etats qu'au sein même de ceux-ci », a-t-il souligné. « Lorsque nous analysons les conflits locaux, nous avons

tendance à nous focaliser sur leurs aspects ethniques et religieux. Pourtant, ce sont souvent les circonstances écologiques sous-jacentes qui transforment les aspects les plus visibles en catalyseurs ». Il a cité la désertification au Darfour, les conflits qui ont suivi le déboisement aux Philippines, et le rôle de l'érosion des sols et du déboisement dans les révoltes au Mexique, ajoutant que « la concurrence en matière de minerai a été un élément important de plusieurs conflits africains récents. La concurrence liée au bois a joué un rôle majeur au Liberia, en Indonésie et au Brésil ».

Madame Maathai a lancé le mouvement Ceinture verte en 1977. Au départ, les populations locales se sont montrées sceptiques mais « lorsque les premiers arbres ont été plantés et qu'ils ont commencé à pousser, ils sont devenus les meilleurs ambassadeurs du mouvement.

« Ils ont cette merveilleuse faculté de communiquer avec les communautés. Ils embellissent le paysage et donnent de l'espoir aux gens. Les gens savent qu'en peu de temps, ils obtiendront du bois de feu et de construction. Les arbres procurent de l'ombre, ils minimisent la poussière. Les populations comprennent que c'est un bon investissement. »

Au fur et à mesure que le mouvement prenait de l'ampleur, Madame Maathai s'est trouvée confrontée à une opposition croissante de la part du gouvernement de l'époque. Elle est alors devenue une des principales militantes d'opposition et a été battue et emprisonnée. Elle a repris les traditions ancestrales, plantant « des arbres de paix » pour demander la libération de prisonniers de conscience, et pour apaiser les conflits ethniques au Kenya. Elle confie que des arbres ont également été plantés « pour promouvoir une culture de paix » durant la rédaction de la nouvelle constitution du pays.

Elle conclut que la dégradation environnementale en Afrique et ailleurs commence à provoquer des tensions internationales. « L'émigration du Sud vers le Nord s'explique en partie par le fait que les émigrants laissent derrière eux un environnement très dégradé, parce que la gestion publique et la distribution des ressources laissaient beaucoup à désirer. Il ne peut y avoir de paix sans développement équitable, et il ne peut y avoir de développement sans gestion durable de l'environnement dans un espace démocratique et paisible. J'espère que ce prix aidera de nombreuses personnes à voir le lien entre ces trois éléments » ■

# Une paix *naturelle*

**MASSOUMEH EBTEKAR** souligne le rôle crucial et négligé du facteur féminin en matière de paix, de protection environnementale et de développement durable

L'époque actuelle se caractérise par des éléments en évolution rapide mais jusqu'ici inconnus, motivés principalement par les résultats cumulatifs du progrès technologique humain. La révolution informatique imprègne la vie, la pensée et la conscience humaines comme aucun phénomène technique précédemment connu. L'autoroute de l'information permet aux gens du monde entier d'accéder aux connaissances et aux informations, et il facilite la prise de décisions et de choix en connaissance de cause.

On peut désormais savoir ce que pensent les populations du monde entier, indépendamment des politiques de leur gouvernement. Les reportages internationaux et les statistiques mondiales fiables ont évolué et nous permettent aujourd'hui de connaître les tendances sous-jacentes. Le sentiment anti-guerre général exprimé par les médias, les manifestations de masse, les organisations et rencontres internationales, les institutions de la société civile et les arts illustre parfaitement cet état de choses.

Les statistiques et les reportages internationaux fournissent aussi les preuves empiriques que les tendances mondiales telles que l'élargissement du fossé économique séparant les riches des pauvres, les querelles et conflits tribaux et ethniques et la dégradation environnementale ont empiré, ou tout du moins, ne se sont pas améliorées. Il est généralement admis que, dans de nombreuses régions du monde, ces tendances aggravent le sentiment d'insécurité et désorientent les personnes comme les communautés. L'augmentation des tendances non durables est en train de l'emporter sur les progrès immenses et inédits réalisés dans le domaine de l'information, et elle menace plus que jamais l'existence humaine. Cela crée des déséquilibres et des conflits au sein de la nature, des sociétés humaines et des personnalités individuelles.

Aujourd'hui plus que jamais, tout le monde aspire à un monde de paix. On parle tant de son importance. De vastes trésors ont été consacrés pour faire régner la paix. D'innombrables politiques ont pris le

pouvoir – et trop de guerres ont été faites – au nom de la paix. Aussi insaisissable soit-elle, la paix est universellement considérée comme la condition préalable essentielle au développement durable, à l'éradication de la pauvreté, au progrès des sociétés, à l'amélioration de la qualité de vie des hommes et des femmes, et à l'augmentation du niveau de vie.

Des organisations universitaires et internationales de renom commencent à reconnaître et à apprécier les liens existant entre la paix, le facteur féminin et la protection de l'environnement – comme en témoigne l'attribution du Prix Nobel de la Paix à une écologiste africaine, la professeur Wangari Maathai.

L'ordre mondial actuel a multiplié les conflits, aggravé l'instabilité et approfondi le sentiment d'insécurité régionale et mondiale. Nous devons nous intéresser aux causes sous-jacentes de la conjoncture mondiale actuelle et décider d'améliorer ou de changer les facteurs qui sont à la racine du mal. Cela nécessite plus qu'une nouvelle vision ou philosophie pour aborder les problèmes socioéconomiques, sécuritaires et environnementaux, mais un engagement plus profond, s'inspirant de principes éthiques clairs.

Les solutions diplomatiques et politiques n'ont ni résolu les dilemmes ni modifié les tendances. Il est peut-être temps de revoir les principes fondamentaux qui façonnent les décisions et influencent l'ordre mondial. Comme d'habitude, les mesures politiques en général, et les professionnels de la politique en particulier, ne fournissent apparemment pas les solutions dont nous avons un besoin urgent. Les orientations politiques que nous avons connues ne peuvent être celles de l'avenir – si nous voulons un avenir.

Nous avons établi des normes de gestion publique au plan national, et adopté de nombreux mécanismes destinés à favoriser la cohérence et l'ordre aux plans mondial et international. Mais l'éthique reste le facteur clé pour assumer nos responsabilités



Shehzad Noorani/Still Pictures

**Aujourd'hui plus que jamais,  
tout le monde aspire à un  
monde de paix**

jusqu'au bout et pour responsabiliser les gouvernements et les principales parties prenantes.

Lorsque que nous constatons qu'il existe deux poids et deux mesures aux plus hauts niveaux de la gestion mondiale et nationale, et quand nous voyons une certaine détermination arrogante à recueillir les avantages finals de nombreuses équations mondiales, une évidence nous assaillit : la racine du problème est en nous, dans la façon dont nous avons évolué et trouvé moyen de nous accommoder des exigences et des contraintes du post-modernisme en niant certaines caractéristiques intrinsèques.

La psychologie analytique de C. G. Jung pourrait ici nous éclairer. Ses idées correspondent bien à la psychologie du matérialisme moderne qui façonne l'économie et la politique mondiales – et à la manière dont ce matérialisme affecte le concept de paix et de développement durable. Selon Jung, les idéals archétypiques de conduite peuvent se définir en fonction de la psychologie personnelle. L'anima se définit comme une partie intérieure féminine de la personnalité de l'homme, et l'animus comme la partie masculine de la personnalité de la femme.

Les nécessités de la vie moderne – la vie en entreprise du travailleur urbain, la course imperturbable et impitoyable à l'argent et à l'emploi, le statut inégalitaire des groupes sociaux, et notamment des marginaux – ont créé dans chaque pays une élite qui dirige les affaires socioéconomiques, et celles de l'Etat et des entreprises. Cette élite en est venue à gouverner, guider et administrer, que ce soit au sein de démocraties ou de systèmes autocrates –, et c'est elle qui façonne l'état et la mentalité de toutes les sociétés.

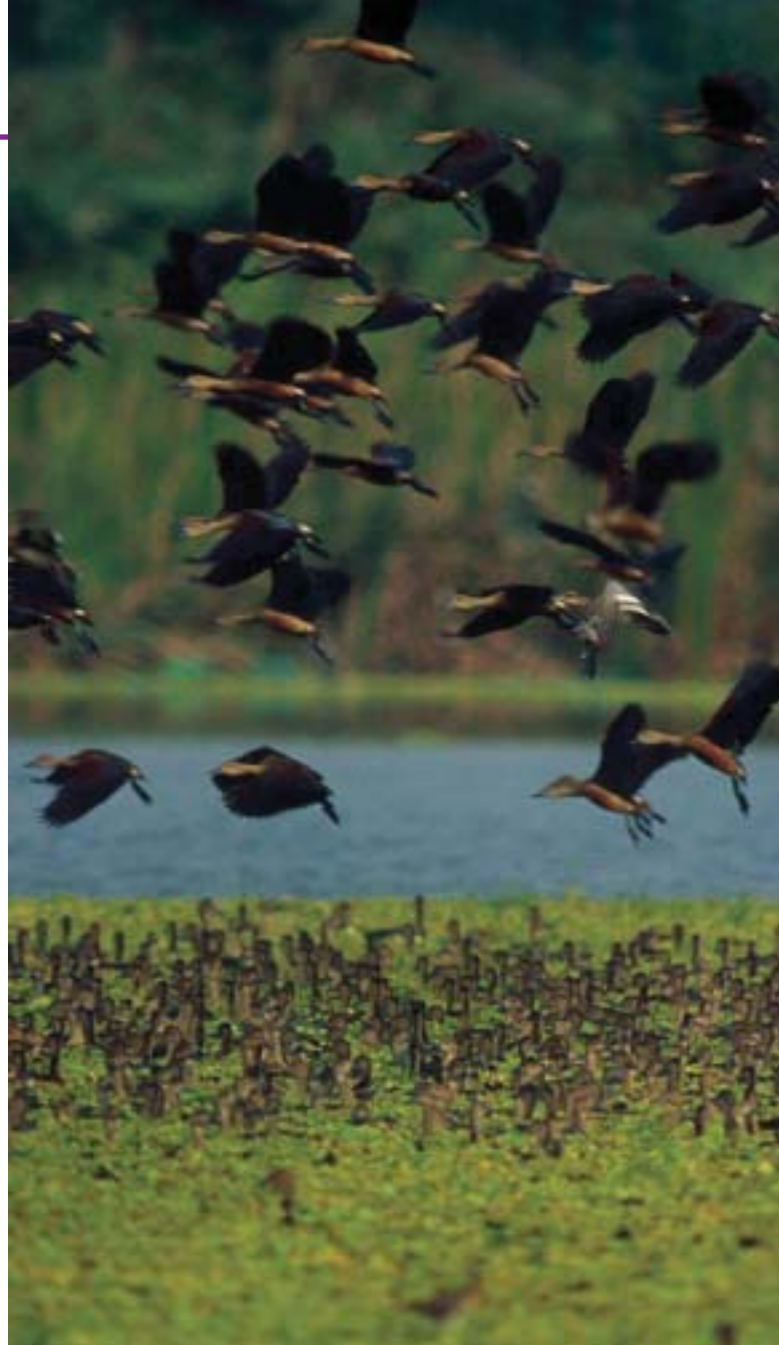
Cette élite en plein essor adopte des techniques bien particulières de contrôle pour faire jouer la concurrence, être acceptée par ses pairs, conserver le pouvoir et gérer ses affaires. En règle générale, ces nombreux hommes – et ces quelques femmes – ont appris à gérer et à réprimer leur anima intérieure tout en renforçant les caractéristiques de leur animus pour avancer dans l'implacable compétition socioéconomique.

L'expression vivante des sentiments, le souci du détail, la recherche des connotations que cachent les phénomènes, la préoccupation quant à l'avenir plutôt qu'au présent, une certaine créativité fantasque et l'apologie de nouveaux modes de vie sont des caractéristiques de l'anima généralement assez mal vus dans les cercles politiques et exécutifs qui gouvernent le monde. Pour être acceptées dans les sphères socioéconomiques et en particulier décisionnaires, les femmes doivent réprimer ces caractéristiques. Les quelques hommes qui les exposent sont considérés comme des exceptions et ne sont généralement guère appréciés au sein des gouvernements et des entreprises.

De récentes études montrent l'importance de l'inspiration et de l'intelligence émotionnelle en tant que facteurs motivants de la gestion organisationnelle. Pourtant, dans la pratique, le leadership charismatique – qui s'appuie sur des archétypes féminins – reste un concept marginal. Les rennes du pouvoir restent fermement aux mains des riches qui deviendront plus riches, des puissants qui deviendront plus puissants et des hédonistes qui chercheront toujours de nouveaux plaisirs.

Lorsque la politique nie l'expression dynamique et emphatique des sentiments et la dimension spirituelle de la vie, les guerres deviennent routinières – même contre des civils sans défense. Les crimes contre l'humanité soulèvent peu de réactions dans les cercles diplomatiques qui ont pour mission de les arrêter : il semble que plus d'énergie est déployée à les nier qu'à les découvrir. La dignité humaine et la vie se perdent trop facilement et trop négligemment, et la nature devient la principale victime.

Les personnalités fantasques et sensibles dynamisent la vie. Elles réagissent aux outrages contre la société, et l'environnement est alors animé d'une conscience plus élevée du bien public. Elles



font naître l'espoir et inspirent les autres. Leurs aspirations sont en harmonie avec la nature et avec l'esprit de la vie, car l'anima représente leur dimension bienveillante et altruiste. Pourtant la programmation routinière de notre époque et le refuge confortable des technologies de restauration rapide ne laissent aucune place aux tensions dynamiques de l'esprit fantasque et ne permettent pas de briser les états d'esprit erronés qui cernent de près la vie humaine et l'esprit de l'humanité. L'obsession de « faire » et de travailler n'a laissé ni le temps ni la priorité pour simplement « être ».

Pour compenser ce déni complet de l'esprit féminin, les intérêts économiques et commerciaux ont programmé le globe pour la marchandisation du corps, l'obsession de la beauté et le commerce sexuel. Les aspects des caractéristiques féminines qui évoquent l'attraction et le plaisir instantanés sont de plus en plus vantés tandis que l'anima qui risquerait de réveiller la conscience des hommes et des femmes est négligée et fréquemment niée.

Les détails cruciaux du paysage – la senteur du cèdre, le bourdonnement des oiseaux des terres humides, l'anxiété passive des enfants des villes et le traitement inhumain de la faune – n'ont plus d'importance pour l'élite en place. Elle est trop occupée à gouverner et diriger le monde, à régler les conflits économiques et à établir la nouvelle donne mondiale promise. Les rapports concernant les massacres de civils, les actes de terreur et la violence ont gelé les capteurs sensoriels de ceux qui prétendent prôner la démocratie et les droits humains. Les taux alarmants de corruption



Sarasani Chopsaneob/PNU/E/Topham

au sein de nombreux gouvernements et entreprises indiquent le déclin moral d'une classe dirigeante qui néglige son anima pour promouvoir ses priorités.

L'implacable dynamisme humain a été étouffé au profit d'une école de pensée prédéterminée et rarement remise en question – et de l'esprit contemplatif étroit qu'elle engendre. Toutes les croyances doivent se limiter au matériel et au tangible – voilà ce que nous enseigne un de ses commandements. Un autre consiste à nier les caractéristiques féminines qui sont le secret de la vie et le moteur des personnes et des sociétés – et à faire obstacle aux critiques sur le prix incroyablement élevé pour cette contradiction singulière. L'anima multidimensionnelle des archétypes a cédé la place à la seule animus, qui bouleverse l'équilibre intérieur de la personne – et donc des sociétés. Notre égoïsme motivé par la recherche du plaisir nous a conduits à négliger l'éternité au profit du moment présent.

Les gouvernements et les chefs d'entreprise ont besoin de paix intérieure pour promouvoir la paix au sein des sociétés. Quand on manque de paix et d'équilibre intérieurs, on cherche en vain la paix, la prospérité et la sécurité dans le monde. Nous avons renié notre moi intérieur, nos caractéristiques naturelles héritées de Dieu, et nous nous trouvons donc en guerre avec la nature, avec les lois et les règles de la Création. Notre environnement réagit négativement à notre agitation intérieure, à notre égoïsme, à notre cupidité et à notre arrogance. Et même lorsque nous recherchons la

paix et la sécurité, les résultats obtenus ne sont pas à la mesure de nos efforts. Les modes de vie durables seront en danger tant que nous n'aurons pas détruit le cercle vicieux de la pauvreté et de la dégradation environnementale.

Tout au long de notre histoire, les philosophes et penseurs orientaux ont mis en avant le besoin de paix intérieure. Nahj-ul Balagha – une compilation des paroles de l'éloquent Ali Ibn Abi Talib, le remarquable chef islamique qui vécut après le Prophète Muhammad (SA) – fait directement référence aux forces et aux tentations qui façonnent la psychologie humaine : « L'ego est comme un étalon sauvage, s'il n'est pas dressé et guidé par la sagesse, il emporte avec lui son cavalier vers les profondeurs d'un abîme sans fond. » Cette description de la nécessité d'un équilibre entre les forces intérieures et de leur maîtrise grâce aux rennes de la sagesse est la clé de la paix intérieure de l'éthique islamique.

Sohrevardi, philosophe iranien du 12<sup>e</sup> siècle, considérait que le développement et l'avancement humains sont fondés sur le raisonnement et la connaissance autant que sur l'élévation spirituelle et la purification. Il faut renforcer les deux royaumes, celui de la raison et de la connaissance et celui de l'esprit, afin d'atteindre l'équilibre intérieur : un lien cohérent entre les deux pourrait donner aux êtres humains la paix intérieure qu'ils recherchent.

Au niveau mondial, les femmes leaders pourraient contribuer à la paix, à la sécurité et à la durabilité, à condition de se rendre compte de l'énorme potentiel qui est le leur en qualité d'éducatrices, d'inspiratrices et de modèles pour promouvoir la paix dans les esprits et dans les cœurs. Plus important encore, il faut rééquilibrer – chez les hommes comme chez les femmes – les rapports entre l'anima et l'animus, entre le corps et l'esprit, entre le cœur et la tête, et entre les tentations intérieures et les préoccupations éthiques. La paix intérieure est difficile à atteindre à l'heure où les grandes entreprises et les riches cherchent uniquement à réaliser des profits en termes d'équations mondiales et de politique médiatique. Il faut s'employer à définir et à promouvoir une culture de paix et d'équilibres intérieurs, par l'intermédiaire des médias et de mécanismes culturels et internationaux efficaces.

La nécessité d'éviter les confrontations – qu'il s'agisse d'un conflit ethnique, d'une agression contre un voisin, de l'occupation d'une terre ou d'une terreur aveugle et impitoyable – est liée au besoin de promouvoir la paix intérieure et la compréhension au sein des populations. Le concept de « Dialogue parmi les civilisations », proposé par le Président Mohammad Khatami, repose sur le besoin de transformer les confrontations imminentes entre l'Est et l'Ouest, entre le Nord et le Sud, entre les riches et puissants et les pauvres et faibles, en des rapports équilibrés fondés sur une juste distribution des richesses, sur la protection des ressources naturelles, le dialogue, la tolérance et la compréhension, et non sur la force et l'oppression.

Pouvons-nous aider les femmes, les hommes, et en particulier les jeunes, à reconnaître le rôle incroyable et indispensable qu'ils ont à jouer pour favoriser le développement, la paix et la sécurité ?

Ceux qui connaissent la tranquillité d'esprit et de cœur peuvent redonner une anima et une dimension spirituelle aux structures de gouvernance des Etats. Ils peuvent rééquilibrer les politiques mondiales. Ils peuvent veiller aux aspects durables du développement. Ils peuvent, par leur charisme, modifier les processus de décision, les paramètres et les états d'esprit, et créer une nouvelle vision pour les jeunes qui aspirent à vivre dans un monde meilleur ■

*Massoumeh Ebtekar est Vice-présidente et Directrice de l'Agence responsable de la protection environnementale de la République d'Iran.*

# PERSONNALITES

**C**laudia Feh, qui est en train de réintroduire le cheval Przewalski dans les steppes de Mongolie, a reçu un des Prix Rolex à l'esprit d'entreprise 2004. Depuis dix ans, elle élève en France le seul troupeau naturel de Przewalski. En septembre dernier, elle a commencé à réintroduire cette espèce dans les plaines mongoles, là où les proches parents de la dernière espèce de chevaux sauvages de la planète gambadaient à l'époque préhistorique.



©Rolex Awards/Helene Pedersen  
**Claudia Feh**

A l'âge de 19 ans, l'envie lui vint d'étudier les chevaux sauvages et semi sauvages après avoir visité les grottes de Lascaux et admiré les peintures rupestres vieilles de 17000 ans : avec sa large tête et sa crinière verticale et hérissée, le Przewalski ressemble beaucoup aux chevaux de Lascaux. En Mongolie, le takh - nom local du Przewalski - était considéré comme sacré, mais on n'y a plus vu de chevaux sauvages depuis le milieu des années 1970.

Claudia Feh, qui est originaire de Suisse, a choisi ce cheval comme point focal d'un projet de conservation intégrée qui débutera en août 2005. Fondé sur la protection et la restauration de l'habitat, ce projet est organisé en étroite collaboration avec des familles nomades mongoles.

**Patricia D. Moehlman**, Présidente du groupe de spécialistes des équidés de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN, considère qu'il s'agit d'une initiative « très originale et novatrice », et ajoute : « C'est la première fois que j'entends parler d'un programme de réintroduction qui, dès le départ, propose de former de manière approfondie la population locale. »

**Lonnie Dupre**, l'explorateur américain, a reçu un des autres prix, qui sont décernés tous les ans pour récompenser des concepts et réalisations originaux et inédits. Il utilisera les fonds pour financer un projet qui lui tient à cœur : essayer, en compagnie de son collègue **Eric Larsen**, de traverser l'océan Arctique durant la périlleuse saison estivale, sans aucune aide extérieure. C'est en kayak et à



©Rolex Awards/Marc Latzel

**Lonnie Dupre**

skis qu'ils effectueront ce périple de 2 250 kilomètres vers l'autre bout du monde. Ils cherchent à attirer ainsi l'attention sur la menace de réchauffement mondial qui touche tout particulièrement l'Arctique et ses écosystèmes.

Une troisième lauréate du Prix Rolex, **Teresa Manera**, a été récompensée pour le combat qu'elle mène pour préserver une collection unique d'empreintes animales vieilles de 12 000 ans, fossilisées sur un



©Rolex Awards/Marc Latzel

**Teresa Manera**

affleurement rocheux d'une côte de son Argentine natale. Ce site de 3 kilomètres de long, qui contient des milliers d'empreintes préhistoriques, est aujourd'hui menacé par la hausse du niveau de la mer et par les touristes. Teresa Manera s'emploie à préserver les empreintes dans du latex afin que des scientifiques puissent les étudier.



©Rolex Awards/Jaques Bélat

**David Lordkipanidze**

Le paléoanthropologue **David Lordkipanidze** est lui aussi lauréat, pour des raisons assez similaires. Il a découvert à Dmanisi, dans le Sud-Caucase, les ossements de nos premiers ancêtres connus à s'être aventurés hors d'Afrique, et cela fait dix ans qu'il se bat pour mettre à jour, documenter et protéger cette nouvelle preuve des origines de l'humanité. Le

Professeur **Oleg Soffer**, du Département d'anthropologie de l'Université de l'Illinois, considère qu'il s'agit « du plus important projet de recherche paléoanthropologique actuel ».

L'expert en soie **Kikuo Morimoto** se voit attribuer le dernier des prix Rolex pour avoir mis en place au Cambodge des ateliers permettant de faire revivre la production traditionnelle dans des villages pauvres, ateliers qui sont de véritables modèles de dynamisation de l'économie rurale. Il a replanté des mûriers (dont se nourrissent les vers à soie), revitalisé les techniques traditionnelles de tissage et de teinture naturelle, fournissant ainsi du travail à des centaines de personnes ■



©Rolex Awards/Xavier Lecoutre

**Kikuo Morimoto**

A l'heure où de nouveaux secteurs, comme les entreprises, s'intéressent à l'environnement, et où de nouveaux défis, comme la réduction de la pauvreté, doivent être relevés, **Valli Moosa**, l'ancien ministre sud-africain des Affaires environnementales et du Tourisme, devient Président de l'**UICN - l'Alliance mondiale pour la nature**. « La conservation est l'affaire de tous », a déclaré monsieur Moosa. « Nos efforts seront couronnés de succès si nous continuons à prendre de l'envergure et à faire participer davantage de gens » ■

**Claude Martin** a annoncé qu'il démissionnait de son poste de Directeur général de WWF International après plus de dix ans passés à la tête de l'organisation mondiale. Il a consacré plus de 30 ans au WWF - travaillant d'abord dans le Centre de l'Inde au début des années 1970, puis au Ghana pendant plusieurs années, avant de devenir directeur de WWF-Suisse en 1980 - qui devint sous sa direction une des plus fortes organisations nationales du réseau du WWF. Après avoir été Directeur général adjoint (Programmes) du WWF à partir de 1990, il avait pris ses fonctions actuelles en 1993 ■



WWF-Canon/Jean-Luc Roy

**Claude Martin**

# Il n'est plus temps de tergiverser

**JOSEPH LIEBERMAN** demande aux dirigeants d'accepter le défi du réchauffement mondial et d'utiliser les forces du marché pour réduire les émissions

Le réchauffement mondial est un des grands défis de notre temps. Les émissions de gaz à effet de serre liées à l'usage de combustibles fossiles menacent l'environnement, bien sûr, mais elles menacent aussi l'économie et la santé publique. Elles représentent donc un véritable enjeu pour nos dirigeants politiques. Il faut que nos représentants soient prêts à examiner les données scientifiques, qu'ils acceptent les faits et qu'ils prennent des mesures pour régler un problème émergent, mais dont les conséquences les plus graves et les plus dévastatrices se profilent déjà à l'horizon.

Nous devons nous rendre à l'évidence : il est indispensable d'adopter une nouvelle politique de l'énergie. Le réchauffement mondial va nous obliger à modifier la manière dont nous produisons et consommons l'énergie. Le moment est venu d'accélérer la transition mondiale vers des sources d'énergie plus propres et plus efficaces. En tant que principal émetteur de gaz à effet de serre, il faut que les Etats-Unis montrent qu'ils acceptent leur part de respon-

sabilité et qu'ils participent à la résolution mondiale de ce problème mondial.

Si nous abordons la question du changement climatique, nous traiterons aussi les préoccupations croissantes liées à notre sécurité énergétique nationale. Au fur et à mesure que progressent rapidement certaines économies en développement comme la Chine et l'Inde, elles ont de plus en plus besoin de pétrole bon marché. Ceci crée de nouvelles pressions sur un marché déjà restreint et qui concerne une ressource limitée située principalement sur le territoire de nations frappées par le terrorisme – qui ne sont pas forcément nos alliés les plus fermes.

En ce qui les concerne, les Etats-Unis sont tout à fait capables de réduire leur dépendance par rapport aux combustibles fossiles et de mettre en place une production énergétique plus propre, fondée sur des politiques reposant sur le marché libre. C'est pour cette raison que mon collègue le Sénateur John McCain et moi-même avons introduit le Climate Stewardship Act. Nous renouvellerons cette initiative au sein du

nouveau Congrès. Cette législation vise une réduction d'ici à 2010 des niveaux d'émission de dioxyde de carbone jusqu'aux niveaux de 2000. Elle favorisera la diminution des émissions globales de gaz à effet de serre issues de la production d'électricité, des transports, et des secteurs commerciaux et industriels, en créant un marché d'échange des crédits de pollution pour les sociétés individuelles.

D'un point de vue purement économique, si les Etats-Unis continuent à utiliser une énergie polluante pour l'environnement et non durable, c'est avant tout parce que tous les impacts de cette utilisation ne sont pas inclus dans le prix. En mettant un prix sur les émissions de gaz à effet de serre nocives, notre proposition de loi offrirait un mécanisme de fixation des prix. Ceci pousserait alors les investissements du secteur privé vers les combustibles non fossiles et vers les technologies non polluantes en restructurant tout simplement le marché pour le rendre conscient de leur valeur.

Notre proposition s'inspire du programme d'échange des pluies acides mis en place en 1990. A l'époque, je travaillais sur l'élaboration d'un programme « de diminution et d'échange » des émissions industrielles de dioxyde de soufre qui provoquaient des pluies acides destructrices pour nos forêts, nos cours d'eau et notre faune. A l'époque, l'industrie de l'énergie s'était plainte qu'il lui en coûterait plus de 1000 dollars par tonne pour respecter le programme de diminution et d'échange. Mais aujourd'hui, grâce au même système ►

# Attirer les investissements privés

**L**e conseil d'administration de la Fondation des Nations Unies (FNU) vient d'approuver deux subventions d'un montant total de 1 250 000 dollars, destinées à inciter le secteur privé à investir dans les projets favorisant le développement durable fondé sur des sources d'énergie nouvelles et d'autres approches.

Footprint Neutral recevra 750 000 dollars de la FNU pour créer un partenariat public/privé innovateur visant à attirer les investissements dans des projets qui atténuent le changement climatique et qui présentent aussi des avantages pour la conservation et le développement. Ce partenariat s'inspire d'un projet pilote réussi entre BP, géant mondial de l'énergie, et la Commonwealth Bank in Australia, en vertu duquel le supplément payé par les consommateurs pour l'essence « BP Ultimate gasoline » est investi dans des projets permettant de contrebalancer les effets de son utilisation.

Le partenariat vise à inciter les sociétés, les municipalités et d'autres partenaires à investir dans des projets contrebalançant leur impact sur le climat mondial, en développant et en commercialisant tout un éventail d'initiatives liées aux énergies nouvelles et à l'élimination du carbone.

Pour relever les défis environnementaux mondiaux et atténuer la pauvreté, il faut l'engagement des gouvernements, bien sûr, mais aussi celui des entreprises et des consommateurs, et leur ingéniosité et leurs ressources. Footprint Neutral est un nouveau mécanisme innovateur qui permet de le faire.

L'Initiative de financement de l'énergie durable (SEFI) recevra 500 000 dollars du FNU et 250 000 dollars du Ministère italien de l'Environnement et du Territoire (IMET). Conçue et mise en place par le PNUE et l'Agence de Bâle pour la promotion de l'énergie durable, la SEFI incitera les entreprises à investir dans le financement du développement de l'énergie durable. Par le passé, le manque d'information et d'expertise – associé à l'absence d'outils permettant de quantifier, atténuer et couvrir les projets et les risques financiers – ont limité les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Les subventions de la FNU et de l'IMET serviront à mettre en place la structure opérationnelle et de gestion de la SEFI, à créer une stratégie de communication et de sensibilisation, à développer les ressources d'information destinées aux financiers, et à bâtir des partenariats à travers une Conférence mondiale sur le financement de l'énergie durable, un Groupe de travail sur l'énergie durable dans le cadre de l'Initiative de financement du PNUE, et une Initiative pour l'énergie renouvelable dans le cadre d'une agence de crédits à l'exportation.

Grâce à ces diverses activités, la SEFI améliorera la connaissance des nouvelles opportunités en matière de financement de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique, et elle développera les outils et partenariats nécessaires pour minimiser les risques liés aux investissements et améliorer la confiance des investisseurs.

Melinda L. Kimble  
Vice-présidente des Programmes  
Fondation des Nations Unies

commercial souple que celui que nous proposons pour contrer le réchauffement mondial, ces crédits d'émission se vendent seulement de 128 dollars à 260 dollars par tonne. Les critiques étaient donc loin de la réalité. Et elles sont tout aussi loin de la réalité aujourd'hui quand elles prédisent des coûts exorbitants si notre projet devient loi.

En fait, une récente étude du MIT (Massachusetts Institute of Technology) estime que notre proposition de loi coûterait environ 20 dollars par foyer par an. Ce qui représente un peu plus de 5 cents par jour pour une famille de quatre personnes. Une autre étude, réalisée par le Tellus Institute, prévoit que notre législation ferait économiser aux Américains 48 millions de dollars d'ici à 2020, suite à la baisse de la demande énergétique.

Si nous continuons à tergiverser, nous finirons par payer le prix fort. Il est pratiquement certain que les mesures préventives visant à limiter le changement climatique coûteront moins cher que l'adaptation de notre civilisation aux bouleversements attendus. Le déplacement des villes côtières, la reconstruction des infrastructures et le déplacement des foyers et des familles sont autant de mesures perturbatrices et coûteuses. D'ailleurs, à cause des incertitudes qui pèsent sur la multiplication des événements climatiques graves et autres effets potentiels du réchauffement mondial, les assurances font déjà supporter aux entreprises et aux particuliers des primes plus élevées pour faire face à la hausse attendue des sinistres. Ce genre d'incertitude freine l'activité économique dans tous les domaines et empêche sociétés et investisseurs de prendre des décisions avisées.

Par contraste, examinons maintenant les avantages économiques potentiels des mesures de lutte contre le réchauffement mondial. La nécessité pour le monde d'adopter des technologies à émissions réduites créera de nouveaux créneaux commerciaux. L'intérêt économique potentiel que présente le relèvement du défi du changement climatique est bien supérieur aux risques. Et le pays qui se rendra compte de cet intérêt pourrait bien se doter d'un avantage compétitif mondial. Au cours des vingt prochaines années, le monde consacrera de 10 à 20 trillions de dollars aux nouvelles technologies de l'énergie.

La protection de l'environnement et la croissance économique ne sont pas incompatibles : à long terme, elles se renforcent mutuellement. Les mesures modérées visant à atténuer le réchauffement mondial sans nuire aux entreprises promettent non seulement de nous protéger de la dégradation environnementale mais aussi d'ouvrir de nouveaux débouchés et d'offrir aux entreprises américaines de nouvelles technologies à saisir.

Pour les Etats-Unis, la première étape consiste à voter le Climate Stewardship Act. La deuxième étape sera d'assurer la bonne mise en œuvre de cette législation et nécessitera une gestion nationale à poigne à tous les niveaux. Souvent, lorsque nous parlons de ce genre d'initiatives nationales, nous utilisons des analogies de guerre. Je préfère m'inspirer de la paix, et prendre pour exemple la course vers la lune.

Le programme lunaire est un bon modèle pour la vaste mobilisation requise aujourd'hui pour relever le défi du réchauffement mondial – et pour montrer que notre économie n'en souffrira pas. Un environnement sain et une économie florissante sont des objectifs en harmonie et non en conflit. Nous avons pris les technologies existantes et nous les avons améliorées pour les rendre plus performantes et moins coûteuses, en vue d'atteindre un objectif historique – envoyer un homme sur la lune.

Nombre de ces améliorations, innovations et inventions ont par la suite été intégrées à notre économie, dynamisant la croissance, créant des emplois et alimentant l'innovation scientifique et technologique mondiale.

Et nous nous trouvons précisément au même point en ce qui concerne les enjeux du réchauffement mondial.

Nous savons comment fabriquer des piles à carburant et des panneaux solaires. Nous savons comment rendre moins polluantes les usines alimentées au charbon. Nous savons comment fabriquer des voitures et des camions sûrs et confortables mais également moins polluants et moins gourmands en carburant.

Ce qu'il faut maintenant, c'est instaurer un climat susceptible de motiver et favoriser le développement de ces technologies. Aux Etats-Unis, c'est exactement ce que peut faire le Climate Stewardship Act, en créant un marché qui valorise la réduction des gaz à effet de serre. Et à l'instar du programme lunaire, la commercialisation de ces innovations stimulera l'économie et créera des emplois.

Considérons maintenant les coûts et conséquences de l'inaction, car ils ruineront l'économie avec une certitude beaucoup plus destructrice que n'importe quel programme de maîtrise des gaz à effet de serre. Imaginez les coûts engagés pour empêcher que la hausse du niveau des mers n'engloutisse nos villes côtières. Imaginez ce qu'il en coûtera lorsque les terres aujourd'hui fertiles – dans notre pays et dans le monde entier – subiront les effets de la canicule et des sécheresses. Imaginez la famine.

Imaginez les coûts médicaux associés au traitement des maladies transmises par les insectes qui sont actuellement rares. Et imaginez les coûts des stricts programmes de



T. Kitahara/PNUE/Topham



Karbowsky/PNUE/Topham

réglementation que nous seront obligés de mettre en place si les impacts du réchauffement mondial nous frappent de plein fouet.

Notre nation, et d'ailleurs notre planète, ne peuvent pas attendre que nous nous décidions enfin à trouver un semblant de réponse. Les coûts et les conséquences de l'inaction sont beaucoup trop lourds. Nous savons qu'une ombre longue et menaçante s'avance vers nos côtes et vers nos villes. Mais nous savons aussi qu'en agissant maintenant le réchauffement mondial n'est pas tant un conquérant à craindre qu'un défi à relever.

Dans les Saintes Ecritures, il est dit que « La terre au Seigneur appartient, Tout ce qu'en sa rondeur contient » – et que nous ne sommes que des visiteurs. Nous ne devons pas oublier que la Terre ne nous appartient

pas. Nous avons la chance d'y vivre pendant un certain temps. Cette période s'accompagne d'une obligation d'en être de bons intendants.

Il faut absolument que nous essayions de relever ce défi. Si nous ne faisons rien maintenant – alors que la problématique est clairement définie – nous déshonorerons notre passé et notre présent, et nous dévaluerons notre avenir. Le réchauffement mondial est un problème dont nous aurions dû nous préoccuper hier. Il est grand temps de l'aborder aujourd'hui. Nous ne pouvons pas attendre après-demain ■

*Joseph Lieberman est Sénateur américain pour le Connecticut. Il était le candidat démocrate pour la vice-présidence aux élections de 2000.*

# Réorientons le débat sur l'énergie et la sécurité



« plug-in » pour les véhicules hybrides fonctionnant à la fois à l'essence et à l'électricité (voir débat ci-dessous), les choix faits en matière d'électricité n'auront pour la plupart des pays qu'un impact relativement modeste sur la consommation de pétrole et donc sur la sécurité.

Les Etats-Unis produisent environ 2 % seulement de leur électricité à partir de pétrole. S'ils prenaient la ferme décision d'augmenter l'énergie éolienne, par exemple, pour produire de l'électricité, cette amélioration, bien que sage, aurait un effet des plus limités sur leur dépendance pétrolière actuelle. Et aujourd'hui comme à l'avenir, on n'améliore pas fortement la sécurité en transposant les achats de pétrole d'une région du monde à l'autre. A la base, nous participons tous au même marché pétrolier mondial. Par conséquent, si les Etats-Unis achetaient moins de pétrole au Moyen-Orient – et si l'Europe en achetait plus – ils ne feraient qu'établir une nouvelle donne.

Bien entendu, le pétrole sert également aux transformations chimiques et au chauffage, mais c'est surtout un carburant utilisé dans les transports. Et c'est cette utilisation qui est responsable de la dépendance pétrolière.

Cette dépendance pose un grave problème, et ce pour plusieurs raisons. Au fur et à mesure qu'augmente la demande pétrolière mondiale – compte tenu notamment de la croissance économique que connaissent actuellement l'Inde et la Chine – il est probable que son prix augmentera considérablement. Les dépôts non conventionnels – comme le pétrole brut et les sables bitumeux du Canada et du Venezuela – sont immenses, mais leur extraction reste coûteuse et très problématique pour l'environnement. Les deux tiers au moins

**R. JAMES WOOLSEY** souligne les dangers de la dépendance pétrolière et propose comme solution de nouveaux carburants et une augmentation de l'efficacité énergétique

**L**e marché pétrolier mondial et ses infrastructures de transport devraient être au cœur du débat sur l'énergie et la sécurité.

A l'heure actuelle, la production d'électricité n'entre pas en ligne de compte. Il est évident qu'il faut choisir soigneusement les méthodes utilisées pour produire de l'électricité, afin de limiter la pollution et les émissions de gaz à effet de serre. Et nos réseaux électriques doivent être renforcés de façon à éviter les risques de panne catastrophique – résultant d'accidents ou d'attentats terroristes. Mais jusqu'à l'arrivée de caractéristiques

des réserves mondiales de pétrole traditionnel se concentrent dans un Moyen-Orient relativement instable et dans les régions proches (Iran, bassin Caspien). Ainsi donc, les infrastructures et la production pétrolières sont non seulement en but aux attentats terroristes mais la fiabilité de divers Etats fournisseurs pourrait être remise en question en cas de chaos ou de changements radicaux au sein de leur gouvernement.

La consommation de pétrole contribue bien entendu à la pollution et à la libération de gaz responsables du réchauffement mondial. Et comme le Sénateur Richard Lugar et moi-même le faisons remarquer dans *Foreign Affairs* il y a six ans, les importations pétrolières vers les pays en développement – qui se règlent en monnaies fortes – aggravent la dette de ces pays, dette qui contribue massivement à leur incapacité à sortir de la pauvreté.

D'autres aspects de la stabilité économique internationale sont aussi fortement influencés par le pétrole. La faiblesse actuelle du dollar a provoqué une inquiétude générale quant à

son abandon et à une forte réduction des importations américaines, au détriment de la stabilité économique de nombreux pays. La faiblesse du dollar est intimement liée au déficit budgétaire américain actuel, qui augmente au rythme de 10 milliards de dollars environ par semaine. Deux milliards environ de ce déficit hebdomadaire sont imputables aux importations pétrolières.

Dans ce contexte, deux rapports publiés fin 2004 contribuent considérablement à donner un nouveau souffle au débat quelque peu stérile entourant le pétrole et la sécurité. Leurs recommandations se rejoignent sur la plupart des questions fondamentales, dont voici quelques extraits.

Le rapport « Ending the Energy Stalemate » (Sortons de l'impasse énergétique), publié en décembre par la National Commission on Energy Policy (financée principalement par la Fondation Hewlett) propose quelques solutions. D'abord, il recommande que les Etats-Unis « augmentent considérablement » leurs exigences en matière d'économies d'énergie, tout en permettant aux constructeurs de négocier des crédits d'économies de carburant entre différentes catégories de véhicules et entre constructeurs. La proposition lance également le concept d'une « soupape de sécurité » pour l'industrie, qui permettrait aux constructeurs d'acheter des crédits auprès du gouvernement à un prix préétabli. Le rapport préconise donc que le gouvernement américain impose des améliorations mais qu'il le fasse dans un cadre très souple.

Avec ce système, la Commission suggère que les technologies les plus avancées actuellement qu'on devrait favoriser pour améliorer les économies de carburant sont les véhicules hybrides essence/électricité et les moteurs diesel de pointe – ces derniers se limitant à ceux qui répondent aux normes plus strictes de « niveau 2 » de qualité de l'air qui entreront en vigueur entre 2004 et 2008. La Commission ajoute laconiquement que « l'hydrogène offre peu ou pas de potentiel d'amélioration de la sécurité pétrolière et de réduction des risques de changement climatique dans les vingt prochaines années ». Elle se concentre par contre sur les évolutions de véhicules et de carburants qui peuvent radicalement réduire la dépendance pétrolière dans les années à venir et qui, contrairement aux cellules de combustible à l'hydrogène, ne nécessitent pas de changements majeurs au niveau des infrastructures de transport, comme l'installation d'équipements permettant de produire de l'hydrogène dans toutes les stations services.

La Commission insiste notamment sur deux caractéristiques intéressantes des véhicules hybrides essence/électricité actuels. Premièrement, en ce qui concerne les quatre véhicules hybrides (deux Honda, une Ford et une Toyota) qui existent en version traditionnelle, la version hybride est à la fois plus économique et plus puissante que la version traditionnelle : le consommateur n'a donc pas à choisir entre l'économie et les performances. Deuxièmement, les hybrides se prêtent facilement à l'ajout d'un pack batterie plus important, ce qui rend possible la caractéristique « plug-in » particulièrement utile : lorsque la voiture hybride ne roule pas, on peut recharger sa batterie en la branchant tout simplement dans une prise de courant. Pour effectuer de courts trajets, l'électricité peut ainsi se substituer entièrement à l'essence ou au diesel, sans pour autant supporter les inconvénients et le manque de souplesse des véhicules tout électriques. Les véhicules qui se branchent pourraient donc encore réduire considérablement notre dépendance pétrolière.

Dans un second rapport passionnant, intitulé « Winning the Oil Endgame » (Gagner l'enjeu pétrolier final), le Rocky Mountain

## A la base, nous participons tous au même marché pétrolier mondial

Institute (RMI) propose d'augmenter considérablement dans la construction automobile l'utilisation déjà croissante de composites à base de carbone. Ils allient solidité et légèreté mais à des niveaux moins exigeants que pour l'aéronautique – présentant, par ex., 80 % de la solidité des composites de l'aéronautique pour 20 % de leur coût. Ils sont donc susceptibles de réduire radicalement le poids des véhicules et leur consommation, tout en améliorant leur sécurité. Là encore, la technologie n'exige pas de choisir entre deux caractéristiques avantageuses.

Les deux rapports louent le potentiel de deux types de carburants de substitution : l'éthanol cellulosique et le biodiesel obtenu à partir de déchets organiques. Ces deux carburants commencent à être produits commercialement.

L'éthanol cellulosique obtenu à partir de déchets agricoles, comme la paille de riz ou les cultures pérennes, possède de nombreux avantages par rapport à l'éthanol à base d'amidon (issu notamment du maïs). Non seulement ces matières premières sont disponibles en très vastes quantités à travers le monde (et accessibles à de nombreux petits agriculteurs ou familles pratiquant une agriculture de subsistance), mais la petite quantité d'énergie nécessaire pour produire cet éthanol – et l'utilisation d'une partie des déchets pour produire en même temps de l'électricité – peuvent, selon la Commission, faire de sa production et de son utilisation un « puits de carbone ». Les réductions de gaz à effet de serre ainsi obtenues s'évaluent à plus de 100 % par rapport à l'utilisation de pétrole.

Le biodiesel, actuellement produit à partir d'abats dans une usine américaine de transformation de dinde, peut aujourd'hui être dérivé de toute une gamme de déchets alimentaires organiques, de fumier, de déchets ménagers et de pneus usagés. L'intérêt de ce combustible vient notamment du fait que les coûts de production se trouvent considérablement allégés par les économies réalisées au niveau du traitement des déchets. La National Commission et le RMI soulignent l'importance du potentiel économique présenté par ce recyclage des déchets.

L'utilisation de technologies déjà existantes pour les véhicules et les carburants de substitution lorsque celles-ci sont compatibles avec le système de transport actuel promet des résultats rapides et même spectaculaires. Un véhicule hybride alimenté à l'E-85 cellulosique (85 % d'éthanol), par exemple, effectuerait quatre fois plus de kilomètres avec un certaine quantité d'essence qu'un véhicule traditionnel. Si on y ajoute la possibilité d'un branchement électrique et que l'électricité n'est utilisée que pour les trajets courts, on peut facilement effectuer huit fois plus de kilomètres. Si le véhicule est construit à partir des composites proposés par le RMI, sa légèreté permet de multiplier par 12 le chiffre initial de kilomètres parcourus. Et un véhicule diesel roulant au biodiesel issu de déchets organiques n'utilise aucune quantité d'hydrocarbure.

Comme le fait remarquer le RMI, nous devrions reconnaître que « tout ce qui existe est possible ». Cet état d'esprit pourrait fondamentalement modifier positivement, non seulement le débat mais la nature même de notre dépendance pétrolière et de notre sécurité ■

*R. James Woolsey, ancien directeur de la CIA, était membre de la National Commission on Energy Policy et du Conseil consultatif de la coalition sur l'avenir de l'énergie.*



Photo/Topfoto

## En bref : Sécurité environnementale

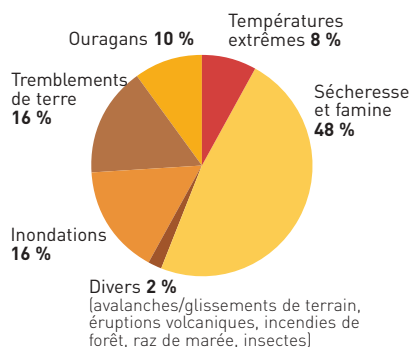
Le tsunami qui a dévasté des pays de l'océan Indien en décembre dernier nous a enfin fait comprendre de manière tragique l'importance de la sécurité environnementale. Il nous a montré que – malgré tous les efforts déployés par l'humanité pour assurer la sécurité politique, économique et même militaire – les forces de la nature restent souveraines.

Même avant les effets dévastateurs du tsunami, 2004 s'annonçait comme une année record en matière de catastrophes naturelles. Les chiffres préliminaires estimaient à 90 milliards de dollars les pertes économiques résultant des oura-

gans, typhons et autres catastrophes climatiques enregistrés au cours des dix premiers mois de l'année – chiffre qui approchait le plus haut niveau annuel connu.

Le nombre et le coût des catastrophes naturelles – tempêtes, sécheresses et inondations – augmentent régulièrement depuis une cinquantaine d'années. Dans ce domaine, il est difficile d'établir la part de responsabilité des activités humaines. Il est certain que le tremblement de terre qui est à l'origine du tsunami de décembre était une catastrophe entièrement naturelle, mais les premiers rapports suggèrent que les zones ayant

### Décès liés aux différents types de catastrophes naturelles, 1994-2003



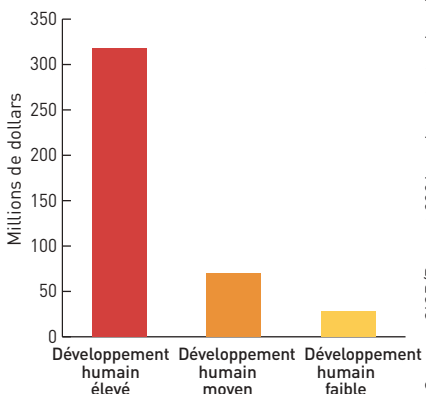
Source : CICR/Rapport 2004 sur les catastrophes dans le monde

### Décès et personnes touchées par des catastrophes, 1994-2003 (en milliers)

	Décès	Personnes touchées
Développement humain élevé	59	41 546
Développement humain moyen	286	2 369 029
Développement humain faible	328	171 676

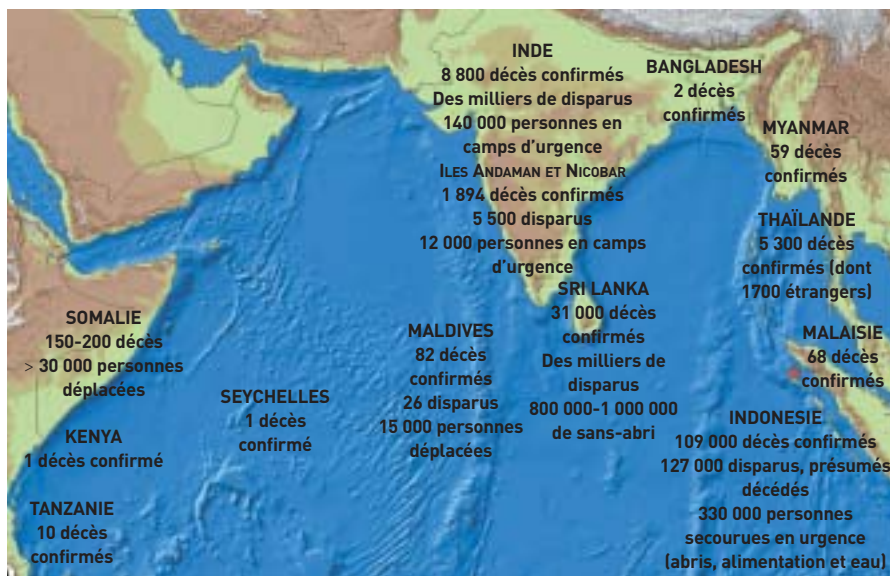
Source : EM-DAT, CRED, Université de Louvain, Belgique

### Dommages économiques par catastrophe répertoriée, classés en fonction du niveau de développement humain de groupes de pays, 1994-2003



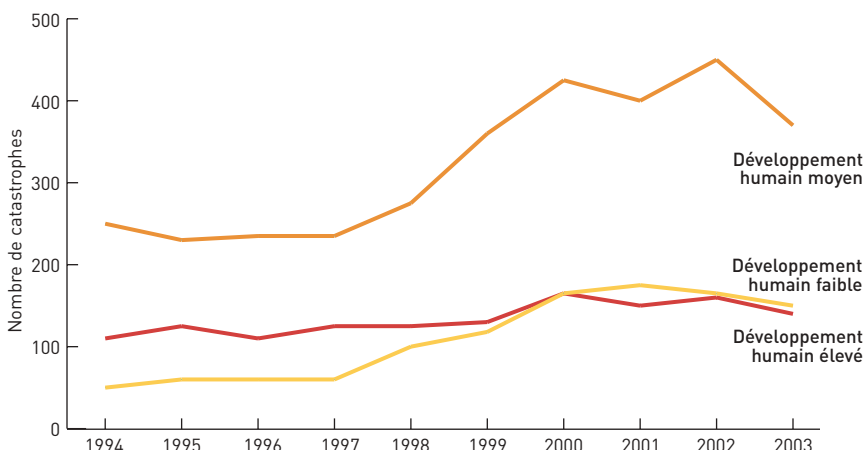
Source : CICR/Rapport 2004 sur les catastrophes dans le monde

### Tsunami de l'océan Indien, 26 décembre 2004 (chiffres établis au 1<sup>er</sup> février 2005)



Source : PNUE-WCMC; BBC

### Catastrophes naturelles mondiales, classées en fonction du niveau de développement humain de groupes de pays, 1994-2003



Source : CICR/Rapport 2004 sur les catastrophes dans le monde

conservé leurs forêts de mangrove et dont les récifs coralliens étaient en bonne santé ont moins souffert que les zones similaires où mangroves et récifs avaient été détruits ou abîmés.

De même, on ne peut pas affirmer que la multiplication des tempêtes, sécheresses et inondations soit le fait du réchauffement mondial déjà enregistré, mais il est certain que l'augmentation de la démographie et du développement dans les zones sinistrées a augmenté le nombre de victimes. Ce qui semble évident, c'est que si le changement climatique s'accélère, les catastrophes naturelles battront de nouveaux records. Quant à la hausse prévue du niveau des mers, elle rendrait un nouveau tsunami encore plus dévastateur.

Par ailleurs, la surexploitation crois-

sante des ressources entraîne de nouvelles tensions. Les guerres sont vieilles comme le monde, et leur nombre varie d'année en année. Mais de plus en plus, c'est à l'intérieur des pays que se produisent les conflits, qui sont souvent alimentés par des facteurs environnementaux comme la désertification, le déboisement ou le partage des ressources.

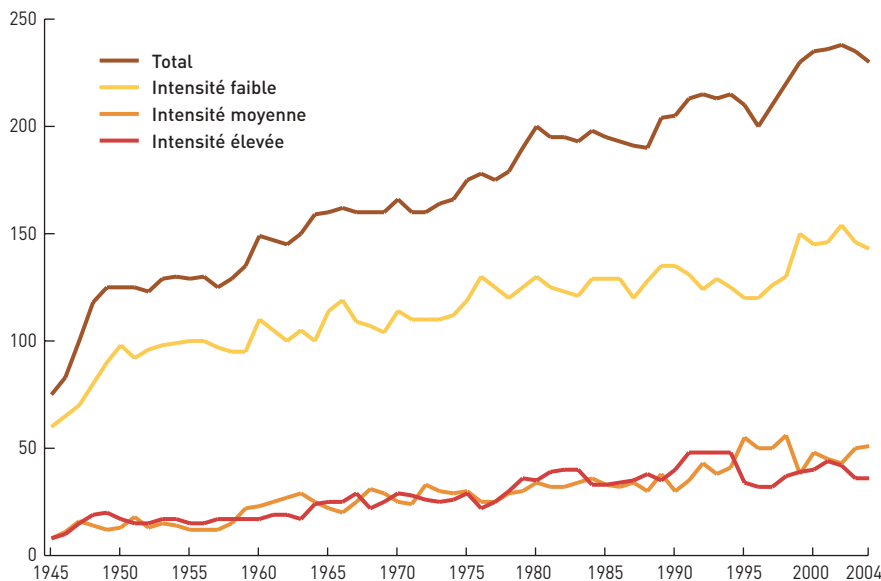
Cette tendance risque de s'étendre au niveau international, car les ressources fondamentales se font plus rares et plus disputées. On considère que d'ici à 2025, les deux tiers des humains vivront dans des pays connaissant des pénuries d'eau. Les dernières réserves de combustibles fossiles se concentrent dans un nombre de plus en plus restreint de pays – et généralement pas ceux connaissant la demande la plus forte. La production

alimentaire par personne s'est stabilisée, et les réserves sont en baisse.

Le tsunami a provoqué une remarquable solidarité à travers le monde. Des millions et des millions de gens ont répondu aux appels de fonds et incité leur gouvernement à faire preuve de générosité. Pourtant, les pays développés sont loin d'avoir atteint les objectifs officiels d'aide au développement – et les fonds octroyés sont insignifiants comparés aux dépenses militaires. Pour rendre hommage aux victimes de la tragédie de décembre, nous devons revoir nos priorités et réaliser enfin que la seule véritable sécurité ne se trouve que lorsque l'on vit en harmonie avec les autres peuples et avec la nature ■

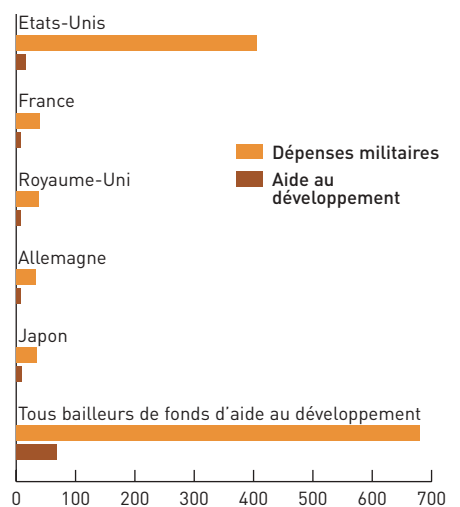
Geoffrey Lean

**Conflits mondiaux permanents d'intensité faible, moyenne et élevée, 1945-2004**



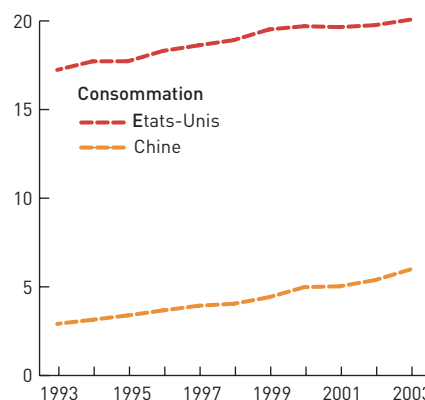
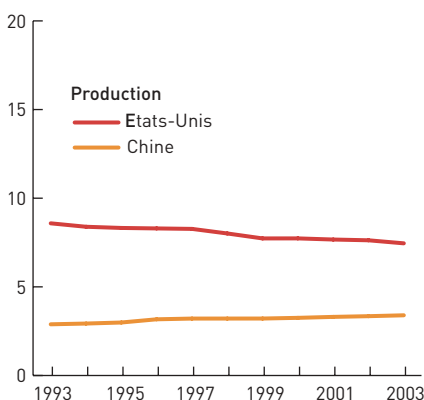
Source : Institut Heidelberg pour la Recherche sur les Conflits Internationaux /Baromètre des conflits

**Dépenses militaires et aide au développement, certains pays et tous bailleurs de fonds, 2003 (en milliards de dollars)**



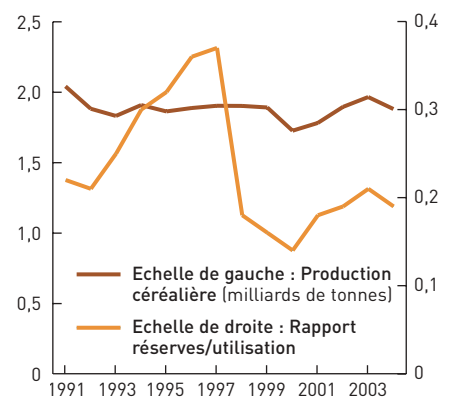
Source : Worldwatch/Etat du monde 2005; OCDE

**Production et consommation pétrolières des Etats-Unis et de la Chine, 1993-2003 (en millions de barils par jour)**



Source : BP

**Production céréalière mondiale et rapport réserves/utilisation, 1991-2004**



Source : FAO/Food Outlook

# Profil : Salman Ahmad

Quand il était enfant, Salman Ahmad – guitariste de Junoon, le plus célèbre groupe de rock du Pakistan – écoutait avidement les histoires de l'Inde que lui racontait son grand-père maternel, un réfugié venu de l'autre côté du fossé qui divise le sous-continent indien. Devenu adulte, il a risqué sa carrière – et même sa vie – pour promouvoir la paix, la protection de l'environnement et le développement durable dans ces deux pays.

« Quand j'étais enfant, je pensais constamment à l'Inde », confie-t-il, « et j'ai toujours été animé d'un fort désir de paix pour le sous-continent. J'ai toujours profondément ressenti le besoin de trouver une solution au conflit. L'Inde et le Pakistan abritent un cinquième de l'humanité et le conflit que nous entretenons depuis un demi-siècle freine la croissance de nos peuples. »

Après des études de médecine, il se tourne vers la musique, qu'il considère comme « le plus puissant moyen d'expression de la paix qu'on puisse trouver ». Rapidement, avec les autres membres du groupe, il met ses idéaux en pratique. Le style du groupe, qui associe les rythmes occidentaux et les sonorités orientales, rencontre un franc succès. Bientôt, ils vendent 20 millions d'albums à travers le monde. Alors qu'ils sont en tournée en Inde, en mai 1998, ils prennent position contre la course aux armements nucléaires dans le sous-continent.

« Ne vaudrait-il pas mieux que l'Inde et le Pakistan essayent de se stimuler mutuellement ? » s'interroge Ahmad. « Au Pakistan, nous manquons d'eau potable, de services de santé et d'emplois. Comment pouvons-nous avoir les moyens d'acheter une bombe nucléaire ? »

Junoon est rapidement banni de la radio et de la télévision pakistanaïses, et les membres du groupe reçoivent des menaces de mort. Mais ils restent fidèles à leurs principes, et l'année suivante, l'UNESCO leur décerne un prix récompensant « leurs réussites exceptionnelles au profit de la musique et de la paix ». La même année, le régime politique change et le groupe peut à nouveau se produire librement. Le Président Musharraf apparaît même aux côtés de Junoon à l'occasion de concerts.

Aujourd'hui, Ahmad déclare : « De plus en plus, l'Asie du Sud se rend compte qu'elle ne progressera en termes d'économie et de santé que lorsqu'elle aura résolu son conflit. L'Inde et le Pakistan possèdent tous deux l'arme nucléaire, et depuis six ans, nous assistons à une surenchère nucléaire qui n'a été utile à aucun des deux pays.

« L'atténuation de la pauvreté doit être notre priorité absolue. Et il est urgent d'alphabétiser le pays. La plupart des Indiens et des Pakistanais vivent quotidiennement avec les problèmes auxquels sont confrontés leurs proches. J'essaie de parler de ce point commun à travers ma musique et à chaque fois que j'ai l'occasion de m'exprimer dans l'un ou l'autre pays.

« Les habitants des deux pays ont progressé beaucoup plus rapidement sur la voie de la réconciliation que leurs gouvernements. Aujourd'hui, il faut que les dirigeants écoutent les appels à la paix qui s'élèvent avec force dans le sous-continent, et qu'ils résolvent les conflits. »

Le groupe milite également en faveur de l'environnement et déclare : « Le pire, pour un auteur compositeur, c'est d'être didactique ou de prêcher la bonne parole mais, à travers notre musique, nous essayons de sensibiliser davantage les gens à leur environnement. »

En 2004, Ahmad a été nommé Ambassadeur de bonne volonté par les Nations Unies pour le VIH/sida, qu'il considère comme un « gigantesque problème – encore plus important que la guerre nucléaire, si on y réfléchit bien ». Il confie : « Cette terrible menace pour l'ensemble du sous-continent indien souligne bien les difficultés communes auxquelles nous faisons face.

« Le glorieux titre d'Ambassadeur de bonne volonté est un bien grand mot, moi je ne suis qu'un simple fantassin. Les personnes comme moi ont pour rôle de constamment parler du problème et d'essayer de mobiliser un maximum de gens, pour un maximum de coopération et de coordination. La maladie ne connaît pas de frontière, et il faut commencer par coordonner nos initiatives de lutte contre le VIH/sida. »

Et est-ce que les fans apprécient le message autant que la musique du groupe ? Ahmad confie que son public « est extrêmement fidèle » et qu'il a compris, après la prise de position du groupe contre les essais nucléaires que « si nous nous exprimons publiquement, ce n'est pas pour une question de publicité.

« Je ne sais pas combien, parmi nos fans, sont aussi passionnés que nous, mais ils nous écoutent. C'est toute la puissance de l'intention. Quand on parle avec le cœur, on touche les gens – si on touche ne serait-ce qu'une personne, cela en vaut la peine » GL



On sait que le philosophe Isaiah Berlin avait identifié deux libertés : la liberté de faire le bien et la liberté par rapport aux obstacles et contraintes. Une vie harmonieuse s'obtient quand on parvient à équilibrer les deux.

On a fait beaucoup d'efforts pour obtenir certaines libertés positives, comme le droit de s'exprimer, d'agir, de voter, d'organiser et de créer du travail et de la richesse, au point où l'exercice de ces droits limite les libertés et les droits d'autres personnes. On accorde donc aujourd'hui plus d'importance aux libertés négatives, comme par exemple, le droit de ne pas avoir peur ou faim, de ne pas être victime d'accidents, de ne pas souffrir du terrorisme, du chômage, ou des maladies.

Plus récemment, le concept de « sécurité environnementale » est apparu pour définir une nouvelle classe de droits « négatifs », comme le droit de ne pas manquer d'eau, d'énergie et d'autres ressources vitales, de ne pas subir la pollution et les catastrophes naturelles et industrielles, et de ne pas perdre les services essentiels fournis par les écosystèmes du monde (voir tableau). Lorsque le sentiment d'insécurité est suffisamment fort, il peut provoquer des migrations qui sont elles-mêmes une source supplémentaire d'insécurité.

Depuis une décennie au moins, les préoccupations quant aux sources d'insécurité environnementales sont en hausse dans les milieux militaires et de politique étrangère. En 1996, alors qu'il était Secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher déclara ceci :

# Combien de planètes TERRE ?

**JACQUELINE MCGLADE** constate que le niveau de vie des Européens s'appuie fortement sur une surexploitation des ressources issues d'autres régions du monde et elle préconise une révolution de l'éco-efficacité

« Notre capacité à faire progresser nos intérêts mondiaux est inextricablement liée à la manière dont nous gérons les ressources naturelles de la Terre... [et à la manière dont nous nous accommodons] du danger immense et inédit que constituent pour nos intérêts nationaux la dégradation de l'environnement et l'instabilité régionale et mondiale qui en résulte. »

Dans bien des pays malheureusement, les esprits militaires et les communautés chargées de la sécurité nationale ne sont pas prêts à faire face à ces nouvelles menaces : ils sont trop conservateurs, insulaires, et tournés vers

le court terme et les menaces militaires évidentes. Par contre, une bonne partie de l'opinion publique est au fait de ces nouveaux dangers et de ce qu'il faut faire pour les combattre : dans un récent sondage, les Slovènes considéraient que la première priorité de leur armée était d'aider les populations en cas de catastrophe naturelle. Au fur et à mesure que se multiplieront les inondations, les canicules, les incendies et les avalanches associés au changement climatique, en Europe comme ailleurs, l'opinion publique comptera de plus en plus sur l'armée pour apporter son aide en cas de catastrophe.

En Europe, depuis le début de la Révolution industrielle, la sécurité nationale et environnementale est prisonnière d'un réseau complexe d'impérialisme et de colonialisme. L'Europe n'a jamais été auto-suffisante au niveau des matières premières dont elle a besoin pour satisfaire ses modes de consommation et son niveau de vie.

Le niveau de vie des Européens dépend fortement et de plus en plus de ressources qui se trouvent hors de leurs frontières et dont les économies en expansion comme la Chine, l'Inde et l'Amérique du Sud ont également besoin. Quatre-vingt-quinze pour cent de l'eau utilisée en Hongrie, par exemple, vient des pays voisins et 40 % du gaz européen est produit en Russie et transite par l'Ukraine – une insécurité dont l'Agence internationale de l'énergie vient de souligner l'urgence.

En Inde, durant la lutte pour l'indé- ▶

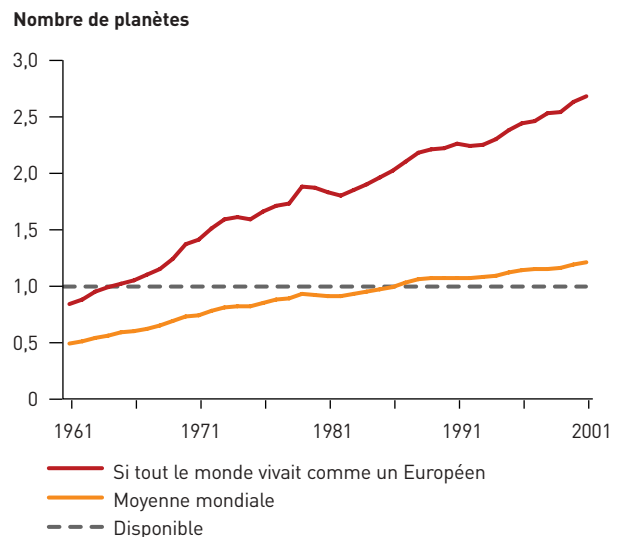
## SECURITE ENVIRONNEMENTALE

Pour minimiser l'insécurité environnementale et la peur qu'elle fait naître, il faut une réduction, une minimisation et une gestion efficaces des risques, et la mise en place de systèmes « d'alerte précoce » et de modalités efficaces et équitables de responsabilisation et de compensation.

<i>Droit de ne pas subir</i>	<i>Exemples</i>
<b>de catastrophes « naturelles »</b>	<i>Tempêtes, inondations, avalanches, tremblements de terre</i>
<b>de catastrophes « industrielles »</b>	<i>Explosions, incendies, accidents de transport, dégagements nucléaires</i>
<b>de pollution « envahissante »</b>	<i>Plomb, mercure, « smog » de PCP, pollution de l'eau</i>
<b>de pénurie de ressources</b>	<i>Eau, terres, aliments, pétrole, gaz, autres énergies, logement</i>
<b>de perte des services offerts par l'écosystème</b>	<i>Absorption des pluies, stabilité des sols, purification de l'air, reproduction des espèces</i>

## EMPREINTE ECOLOGIQUE DE L'EUROPE ET DU MONDE

La courbe orange indique la demande mondiale par rapport à la capacité disponible (la courbe d'une seule planète). La courbe rouge indique le nombre de planètes qui seraient nécessaires si tous les membres de la famille humaine adoptaient le mode de vie d'une famille européenne moyenne.



Source : WWF et GFN/EEA.

pendance, on demanda au Mahatma Gandhi s'il pensait que son pays atteindrait le même niveau de vie que sa puissance coloniale. Il répondit ceci : « La Grande-Bretagne a utilisé la moitié des ressources de la planète pour atteindre sa prospérité. De combien de planètes un pays comme l'Inde aurait-il besoin ? »

Aujourd'hui, le *Living Planet Report* du WWF fournit la réponse à cette question. Si le niveau de vie des Européens devait s'étendre à l'échelle mondiale, l'humanité aurait besoin de plus de deux planètes et demie comme la Terre pour renouveler ses ressources au rythme où elle les utilise (voir chiffres). La rapport précise qu'aujourd'hui, la demande mondiale excède déjà d'environ 20 % les capacités de régénération de la planète.

Si nous ne voulons pas que l'insécurité environnementale s'accélère, en Europe et dans le monde entier, il faut révolutionner l'éco-efficacité. Cela permettrait de conserver des niveaux de vie élevés tout en divisant par dix au moins les quantités d'énergie et de matériaux utilisés. Ceci implique de découpler l'utilisation de l'énergie et des ressources et l'activité économique. Un changement aussi radical pourrait laisser suffisamment d'espace écologique pour que les 5,5 milliards d'humains qui ne vivent pas dans des pays de l'OCDE puissent atteindre de bons niveaux de vie – sans qu'il soit besoin de nouvelles planètes inaccessibles.

Le découplage dépend de la quantité consommée par chaque personne et de l'efficacité de la production industrielle. Il doit également tenir compte de l'équité en matière de consommation. L'éco-efficacité peut être grandement améliorée de trois

façons principales. D'abord, par une utilisation plus acceptable et plus équitable des ressources, grâce aux innovations écologiques optimisant le travail et le capital naturel. Ensuite, en rééquilibrant les produits fortement capitalistes au profit de services à prédominance de main-d'œuvre. Enfin, en atteignant une vie de qualité en mettant l'accent sur la convivialité et « la suffisance qualitative » en matière de consommation plutôt que sur « l'efficacité quantitative » en matière d'utilisation de l'énergie et des ressources.

*EEA Signals*, rapport de l'Agence européenne pour l'environnement daté de 2004, fait état de certains progrès dans l'éco-efficacité de l'utilisation énergétique : la consommation énergétique a augmenté de 7 % entre 1995 et 2001, mais pas aussi rapidement que les 16 % de croissance économique. On note cependant peu de progrès dans d'autres domaines comme les transports, l'utilisation des ressources et la production de déchets. Il est crucial de surveiller ces tendances pour détecter les premiers signes de danger : le Système de surveillance de la sécurité environnementale mondiale proposé par les Européens pourrait jouer un rôle fondamental dans ce domaine.

Dans sa « Stratégie de Lisbonne », la Commission européenne a établi un lien entre la stabilité économique et la prospérité – notamment en termes de création d'emplois et de compétitivité – et la cohésion sociale. On considère qu'il s'agit d'une question principalement socioéconomique, à traiter à travers le développement du marché intérieur, en donnant plus d'importance à l'emploi, à la technologie, à l'innovation, à la citoyenneté et à la responsabilité individuelle.

L'industrie de l'Europe est en train de subir un changement radical – elle est désormais moins axée sur la fabrication et plus sur les compétences liées au service. Parallèlement, la population de l'Europe est de plus en plus urbaine et de plus en plus détachée géographiquement des ressources naturelles dont sont tributaires sa consommation et sa qualité de vie. Ces facteurs s'associent pour donner l'impression à de nombreux citoyens qu'ils sont très éloignés des ressources naturelles.

L'environnement de l'Europe joue un rôle fondamental mais souvent oublié de pilier de la structure sociale. L'équité environnementale a été identifiée comme étant une composante clé de la stabilité et de la cohésion sociale à de nombreux niveaux, allant de la sécurité nationale à la stabilité locale. Les problèmes environnementaux – comme le changement climatique, les points chauds de pollution ambiante urbaine ou la trop grande dépendance des importations énergétiques ou de ressources – risquent, à long terme, de déstabiliser la société européenne. Par conséquent, des politiques environnementales efficaces accompagnées de processus ouverts et transparents de comparaison des performances et progrès des différents pays représentent des éléments importants de maintien de la cohésion sociale.

En 2004, les frontières de l'Europe se sont déplacées vers l'Est, se rapprochant encore des régions plus troublées du Caucase, de l'Asie Centrale et du Moyen-Orient. Suite aux événements du 11 septembre, la question de la sécurité est désormais fermement inscrite à l'ordre du jour des Européens. Dans la nouvelle Europe élargie, les inégalités sont plus grandes que jamais. Le PIB global des dix nouveaux Etats membres est inférieur à celui de bien des pays européens individuels. Les disparités régionales sont en hausse entre l'Est et le Sud ruraux, et le Centre et le Nord plus affluents. Avec l'entrée éventuelle de la Turquie, de la Roumanie et de la Bulgarie, ces inégalités risquent fort de s'accroître dans les années à venir.

L'Europe peut permettre d'améliorer la cohésion sociale et la sécurité environnementale, tant à l'intérieur de l'Union européenne qu'au-delà de ses frontières, à condition d'assumer une responsabilité active pour son utilisation de la nature, de favoriser les meilleures pratiques en matière de technologies écologiquement efficaces et de mettre au point des politiques de protection environnementale avantageuses pour tout le monde ■

*Jacqueline McGlade est Directrice exécutive de l'Agence européenne pour l'environnement.*



Myung Von Kang/PNU/E/Toplam



## Casques verts

**PEKKA HAAVISTO** montre comment les évaluations environnementales post-conflit facilitent la réhabilitation et œuvrent pour la paix

**Q**ue reste-t-il lorsque les fusils se taisent ? Depuis six ans, le PNUE élabore un nouvel outil – l'évaluation environnementale post-conflit – qui apporte un élément d'aide inédit aux pays qui ont souffert des graves conséquences d'une guerre, de troubles civils ou de conflits.

Le PNUE travaille dans les pays où les environnements naturel et humain ont été dégradés suite aux conséquences directes ou indirectes de conflits. Les évaluations ont pour but d'identifier les risques immédiats pour la santé et les moyens d'existence des populations, et de fournir des recommandations sur les priorités à adopter en matière de nettoyage, d'utilisation durable des ressources naturelles et de renforcement de la gestion environnementale.

En 1999, alors que les ruines du Kosovo, de Serbie et du Monténégro fumaient encore, les équipes du PNUE entreprirent la première évaluation environnementale post-conflit des Balkans. Elles conclurent qu'il existait plusieurs points chauds environnementaux – comme les usines et les raffineries de pétroles de Pancevo, Novi Sad, Kragujevac et Bor, qui avaient été prises pour cibles pendant la guerre – où il était urgent de procéder à un nettoyage immédiat pour éviter de faire courir des dangers sanitaires supplémentaires à la population. Le Danube risquait d'être pollué par plus de 60 produits chimiques, et notamment par le mercure de Pancevo. Pour la première fois de l'histoire, ces constatations conduisirent la communauté internationale à inclure le nettoyage environnemental dans l'aide humanitaire post-conflit.

Après les Balkans, la nouvelle évaluation fut utilisée en Afghanistan, en Irak, au Liberia et dans les Territoires palestiniens occupés. Chaque situation est unique, et varie selon la nature du conflit, de la société et de l'écologie de la région. Cependant, toutes les études post-conflit réalisées parviennent aux trois mêmes conclusions générales. D'abord, un conflit militaire a toujours des conséquences négatives pour l'environnement, et les mesures de réhabilitation doivent être prises dès que la situation sur le terrain le permet. Ensuite, les préoccupations environnementales ne constituent pas des questions indépendantes mais elles doivent au contraire faire partie intégrante du travail humanitaire à court terme, et de la reconstruction et du développement à long terme. Enfin, le travail environnemental post-conflit peut développer la confiance et la paix, au plan bilatéral et régional : lorsque d'autres sujets sont trop difficiles à aborder, l'environnement permet souvent de briser la glace.

L'évaluation que le PNUE fit de la situation de l'Afghanistan en 2002 faisait état de pressions sur les ressources naturelles, notamment sur l'eau, les terres, les forêts et la faune, et établissait un lien direct entre la mauvaise gestion environnementale des déchets et de l'eau et les risques pesant sur la santé humaine. L'évaluation constatait que le pays souffrait d'une dégradation environnementale alarmante, exacerbée par la pauvreté, la démographie et plusieurs années de sécheresse. Plus de 80 % de la population afghane vit en milieu rural où elle a, en l'espace d'une seule génération, perdu une bonne partie de ses ressources fondamentales – l'eau nécessaire à l'irrigation et les arbres qui sont source d'alimentation et de combustible. Dans les zones urbaines, l'eau propre – l'élément le plus fondamental pour le bien-être des humains – n'est parfois accessible qu'à 12 % des habitants.

Nombre des problèmes environnementaux de l'Afghanistan remontent à l'époque de l'effondrement des structures locales et nationales de gestion publique et des ressources. Il est donc urgent de rebâtir l'administration environnementale du pays. Et il est tout aussi essentiel de redynamiser la coopération environnementale régionale pour assurer une bonne gestion de l'eau et des ressources naturelles. ►



TopFoto/National

## De nouvelles règles et réglementations des conflits et de la guerre sont nécessaires pour minimiser les risques environnementaux

Début 2003, le PNUE a publié une étude sur l'Irak, qui présente un panorama opportun des principaux problèmes environnementaux découlant des conflits récents. Cette étude tenait compte des dégâts environnementaux chroniques résultant déjà de la guerre Iran/Irak des années 1980, de la Guerre du Golfe, des effets involontaires des sanctions des Nations Unies et de la mauvaise gestion environnementale de l'ancien régime irakien. Le drainage des Marais mésopotamiens et la construction de canaux artificiels ont décimé certains sites parmi les plus riches en biodiversité du pays. La pollution affecte non seulement les eaux de l'Euphrate et du Tigre, mais également l'ensemble du Golfe Persique.

La destruction des infrastructures militaires et industrielles durant les divers conflits en Irak a libéré des métaux lourds et autres substances dangereuses dans l'air, le sol et les réserves d'eau douce. La fumée s'échappant des puits de pétrole et des tranchées pétrolières en feu, et le pillage et le sabotage ont provoqué une pollution de l'air et une contamination des sols de la région. Depuis quelques années, le manque d'investissement dans l'industrie pétrolière a réduit la maintenance et augmenté les risques de fuites et de déversements accidentels.

En Irak – comme au Kosovo, en Serbie-Monténégro et en Bosnie-Herzégovine – l'opinion s'était émue de l'utilisation lors des conflits de munitions à l'uranium appauvri. Les travailleurs internationaux, et notamment les forces de maintien de la paix, s'inquiètent également des effets de ces armes. Le PNUE a effectué plusieurs études de terrain sur leur utilisation, et celles-ci recommandent notamment d'isoler les sites contaminés avant de procéder à leur nettoyage.

L'équipe du PNUE qui, à l'automne 2003, s'est rendue dans les Territoires palestiniens occupés a identifié de graves problèmes environnementaux liés au conflit permanent et au long déclin de la gestion environnementale. En période de conflit, les fonds disponibles sont rarement utilisés pour améliorer la gestion environnementale ou sensibiliser l'opinion publique à l'importance de l'environnement. Ceci a entraîné un déclin général de la qualité environnementale : les sites d'enfouissement sont mal gérés, les eaux souterraines ne sont pas protégées de la contamination, et les effluents s'écoulent

directement dans la Méditerranée. Le rapport concluait que, malgré les difficultés politiques actuelles, il fallait immédiatement s'occuper des problèmes environnementaux de façon à préserver les ressources naturelles et à établir un environnement sûr pour les générations futures.

Le travail dans les Territoires palestiniens occupés comporte un élément de diplomatie et de pacification environnementales. Le jour où il y aura un Etat palestinien, il faudra que celui-ci coopère avec ses voisins sur les questions environnementales transfrontières – y compris avec Israël. La création d'outils pour une coopération environnementale entre Israéliens et Palestiniens est un élément de pacification pour l'ensemble de la région.

En Afrique, le PNUE travaille depuis 2003 sur des questions post-conflit au Liberia, où la mauvaise utilisation des ressources naturelles a été à l'origine d'un conflit, qu'elle a continué à entretenir. Tandis que le pays déboisait pour financer la guerre, on construisait des routes pour les exploitants forestiers, routes qui pénétraient toujours plus profondément dans la forêt vierge, facilitant l'abattage illégal et augmentant les zones touchées par le braconnage. Plusieurs espèces sont déjà menacées.

Les dégâts causés à la production électrique et aux infrastructures de distribution ont provoqué une augmentation massive de l'utilisation du charbon de bois. Les forêts – et même les mangroves des terres humides – subissent un stress important qui se traduit par une augmentation de l'érosion côtière. Les mouvements massifs de réfugiés et de populations déplacées sont une autre conséquence gravissime du conflit. Comme c'est le cas dans tant de pays qui se relèvent d'une guerre, l'administration environnementale du Liberia doit repartir de zéro. Les bâtiments ont été pillés et brûlés, les dossiers et les données détruits, et les fonctionnaires sont venus grossir les rangs des réfugiés.

En fournissant au gouvernement et à la population du Liberia les capacités et les compétences indispensables pour gérer leurs ressources naturelles de manière juste et durable, on contribue de manière importante à la stabilité régionale. Il faut maintenant que la communauté internationale s'assure que les questions environnementales seront totalement intégrées aux initiatives globales de reconstruction.

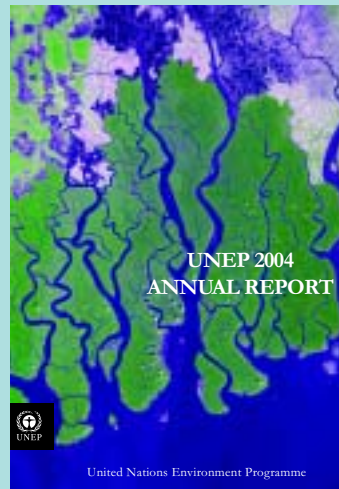
L'étude environnementale post-conflit est un nouvel outil pour les pays touchés par la guerre et ses conséquences. Malgré le caractère unique du concept et le besoin évident de missions post-conflit, ni le PNUE ni quiconque ne doit se reposer sur ses lauriers et attendre la prochaine guerre et ses conséquences environnementales. De nouvelles règles et réglementations des conflits et de la guerre sont nécessaires pour minimiser les risques environnementaux et sanitaires, en limitant par exemple les armes et les cibles autorisées. Il faudrait également que les interventions environnementales dans les zones de conflit se préoccupent de minimiser les dégâts post-conflit, en protégeant les populations et en mettant en place le plus rapidement possible le nettoyage nécessaire et les mesures de protection.

Des « casques verts » – fournissant une protection environnementale en période de guerre et dans les situations post-conflit – ne relèvent pas de l'utopie. Leur organisation dépend de la volonté politique et de la mise en place des capacités techniques ■

*Pekka Haavisto est Président des projets du PNUE sur l'Afghanistan, sur les Territoires palestiniens occupés, sur l'uranium appauvri et sur l'Irak.*

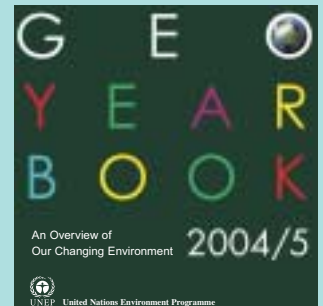
# PRODUITS ET PUBLICATIONS

**L**e Rapport annuel du PNUÉ 2004 fait le bilan des travaux et réalisations de l'organisation durant l'année écoulée. Aux chapitres « L'ère des partenariats » et « La protection des ressources naturelles », il examine les progrès réalisés par le PNUÉ au niveau de la collaboration avec la société civile, le secteur privé, les organisations internationales et les gouvernements en matière de promotion du développement durable et de la protection des fondations environnementales sur lesquelles repose la société humaine. Le rapport est disponible auprès de [www.earthprint.com](http://www.earthprint.com) ■



**D**epuis sa création en 1972, le PNUÉ entretient des rapports privilégiés avec la société civile dans la lutte en faveur de l'environnement et, depuis cette date, les ONG sont de plus en plus influentes au niveau des relations internationales. Une nouvelle brochure de 30 pages, **UNEP and Civil Society: Thirty Years of Partnership** (Le PNUÉ et la société civile : trente ans de partenariat) retrace l'évolution du dialogue entre les parties prenantes, les groupes principaux et le PNUÉ durant les trois dernières décennies, et montre comment les partenariats ont permis une meilleure participation aux délibérations ■

**L'**Annuaire GEO 2005 est le second d'une importante série d'ouvrages qui guident les dirigeants dans leurs décisions et dynamisent l'action future pour la réalisation du développement durable. Issu du rapport phare du PNUÉ sur l'*Avenir de l'environnement mondial (GEO)*, il vise à combler le fossé entre la science et les politiques. Il souligne les grands progrès et problèmes environnementaux rencontrés cette année aux plans régionaux et mondiaux, et leurs implications. Il met l'accent sur les orientations principales et instruments qui ont une importance pour le développement durable. Et il vient renforcer les analyses de tendances des questions environnementales des futurs rapports GEO complets et d'autres publications scientifiques. Il est disponible en anglais, français, espagnol, arabe, chinois et russe. Il est disponible auprès de [www.earthprint.com](http://www.earthprint.com) (\$20, port et emballage non compris) ■



**L'**excellent programme de Droit de l'environnement du PNUÉ vient de publier toute une série d'ouvrages importants, dont voici les principaux : une version actualisée et plus complète du **UNEP Training Manual on Environment Law** (Manuel de formation du PNUÉ au droit de l'environnement), qui constitue un grand ouvrage de formation et d'enseignement pour les pays en développement ; le **Judges Handbook of Environmental Law** (Manuel de droit de l'environnement à l'usage des juges), qui aide les magistrats à comprendre et à faire appliquer le droit environnemental ; les **Texts of Selected Documents on International Environmental Law** (Textes de plusieurs documents sur le droit environnemental international), un ouvrage de référence complet et facile à utiliser ; le **Compendium of Summaries and Judgements in Environment-related Cases** (Compendium des résumés et jugements d'affaires liées à l'environnement), qui constitue une riche source de précédents judiciaires concernant les problèmes environnementaux ; le **UNEP Judges Programme** (Programme des Juges du PNUÉ), qui fait le bilan de cette initiative innovatrice ; et le **UNEP Environmental Law Programme: Thirty Years of Progress** (Programme de droit de l'environnement du PNUÉ : trente ans de progrès), qui présente les principales réalisations du PNUÉ dans ce domaine ■

« **R**efroidi grâce au soleil » est le slogan d'une nouvelle initiative prise par la multinationale Unilever, qui utilise l'énergie solaire pour refroidir ses bacs réfrigérés pour crèmes glacées. Cinq bacs ont été testés sous la chaleur torride des Jeux olympiques d'Athènes. Pour la société, c'est un exemple de la manière dont elle « essaie de réduire son impact sur l'environnement, et notamment sur le changement climatique ». Elle commercialise également des réfrigérateurs fonctionnant aux hydrocarbures, technologie que l'organisation Greenpeace avait été la première à utiliser. Contrairement aux autres fluides réfrigérants, ceux-ci n'attaquent pas la couche d'ozone et n'augmentent pas le réchauffement mondial – tout en consommant jusqu'à 9 % d'énergie en moins ■



Philipp Meise/University of Bradford

**S**oucieuse d'assurer sa présence sur le futur marché des véhicules peu polluants, la Chine a investi plus de 100 millions de dollars dans un projet de recherche gouvernemental axé sur les piles à combustible et les voitures et autobus hybrides. Des prototypes de voitures et de bus à cellule de combustible ont été testés sur des milliers de kilomètres, et un premier bus hybride – alimenté à l'essence et à l'électricité – est entré en service à Wuhan dans la province de Hubei. Ses émissions étaient inférieures d'un tiers à celles de véhicules classiques. La nouvelle fait suite à la décision, en Europe comme aux États-Unis, de couronner « voiture de l'année 2004 » la Toyota Yaris hybride. Xu Jing, Vice-directeur des départements de Hautes technologies du Ministère des Sciences et de la Technologie, a déclaré que son pays visait à « bâtir ses propres véhicules capables de concurrencer ceux de l'industrie automobile future des pays développés » ■

# Initiative pour le changement

**JAN KUBIS** décrit  
une initiative novatrice  
visant à améliorer  
la sécurité et la protection  
de l'environnement dans  
le sud du Caucase

**P**ont entre l'Asie et l'Europe, le sud du Caucase est depuis longtemps un point focal de changement. Aujourd'hui, l'évolution socioéconomique et politique que connaît la région est en train de transformer les relations ancestrales entre pays et communautés. Ce faisant, elles touchent et sont touchées par l'environnement naturel. Dans le pire des cas, le changement et les tensions environnementales risquent de miner la stabilité de la région. Dans le meilleur des cas, une bonne gestion environnementale pourrait au contraire être un gage de stabilité et favoriser la sécurité humaine et le développement durable.

Situées entre la mer Caspienne et la mer Noire, et entourées de pays influents aux plans économique, politique et culturel (Turquie, Iran et Russie), les anciennes républiques soviétiques du sud du Caucase – Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie – ont acquis leur indépendance en 1991. Tout au long des années 1990, elles ont été confrontées aux difficultés liées au démantèlement de l'économie soviétique et aux pressions de la transformation du paysage politique. Aujourd'hui, même si elles continuent à souffrir du déclin économique considérable des années 1990 et de l'héritage de l'ère soviétique, elles commencent à entrevoir l'espoir d'un avenir plus prospère.

L'histoire récente des pays du sud du Caucase se caractérise par de violentes luttes et tensions, par un effondrement économique et une reprise naissante, et par une lente évolution démocratique. Tous connaissent actuellement des transformations socioéconomiques et politiques.

L'interaction entre l'environnement et d'autres pressions sécuritaires, qui peut soit contribuer à la menace d'instabilité

soit l'atténuer, est complexe et dépend du contexte. Cependant, les études montrent que, bien que les causes de conflit soient multiples, la dégradation, l'appauvrissement ou la mauvaise gestion des ressources naturelles liées à une évolution démographique peuvent nuire de deux façons à la stabilité locale et internationale.

Premièrement, elles renforcent et accentuent les griefs au sein des sociétés et entre elles : lorsque les choix sont restreints ou lorsque les inégalités perçues ou les opportunités d'enrichissement sont grandes, les différents groupes luttent pour l'accès aux ressources, favorisant ainsi la violence. Deuxièmement, en fournissant des revenus aux groupes insurgés et criminels, la faiblesse des gouvernements déprime la productivité économique et mine la légitimité de l'Etat aux yeux des citoyens.

Pourtant, une bonne gestion environnementale peut également permettre de construire la paix et de favoriser la réconciliation après les conflits. Des études convaincantes ont montré qu'en ce qui concerne la gestion des bassins fluviaux internationaux, par exemple, les nations sont plus susceptibles de coopérer que de se battre.

A l'automne 2002, conscientes des multiples difficultés à l'origine de l'insé-

curité humaine, trois organisations possédant des mandats, des compétences et des réseaux différents – l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le PNUE – ont formé l'Initiative commune environnement et sécurité (ENVSEC).

Euvrant en consultation avec des experts nationaux et internationaux, l'ENVSEC cherche à identifier et à établir la carte des régions où les problèmes environnementaux sont sources de tensions ou offrent au contraire des opportunités de synergies – entre les communautés, les pays ou les régions. Elle cherche aussi à aider les gouvernements hôtes à établir une liste d'instruments de gestion environnementale et à attirer les investissements propres à favoriser la paix et la sécurité humaine.

L'initiative s'appuie sur l'association des forces, compétences et présences sur le terrain des organisations partenaires pour s'acquitter de trois fonctions fondamentales. D'abord, elle évalue la vulnérabilité, surveille l'environnement et tisse des liens. Ensuite, elle développe les capacités et les institutions. Enfin, elle élabore, met en œuvre et préconise l'intégration des priorités et préoccupations environnementales et sécuritaires aux politiques nationales et internationales.



## Une bonne gestion environnementale pourrait au contraire être un gage de stabilité

En cherchant à aborder de diverses manières les liens existant entre l'environnement et la sécurité, elle propose aux gouvernements une approche très intéressante. C'est un forum ouvert qui fonctionne à l'invitation des gouvernements. Il vise à favoriser la coopération et à assurer la coordination entre les institutions nationales, tout en s'appuyant sur leurs forces et expériences respectives. Il tire son analyse de consultations avec les parties prenantes de la région, qu'elles soient issues du gouvernement ou de la société civile, en favorisant l'appropriation du résultat final. Il cherche à éviter les chevauchements et à intégrer les aspects environnementaux, socioéconomiques, politiques et institutionnels de la sécurité. Il associe les compétences analytiques, géographiques et de communication pour s'adresser aux responsables politiques à différents niveaux. Et il vise enfin à créer et à mettre en œuvre des approches pratiques des liens sécuritaires et environnementaux dans les régions vulnérables.

À la demande des autorités d'Arménie, Azerbaïdjan et de Géorgie, l'OSCE, le PNUD et le PNUE ont procédé à une étude commune des liens sécuritaires et environnementaux dans le sud du Caucase afin d'évaluer, dans le cadre de l'ENVSEC, les risques posés à la stabilité et à la sécurité humaine. Voici donc les conclusions du rapport d'évaluation rédigé par l'ENVSEC sur le sud du Caucase et présenté à Tbilissi, en octobre 2004, aux ministres de l'Environnement des trois pays concernés.

En matière de sécurité, les sources d'instabilité dans le sud du Caucase se rangent en deux catégories. La première comprend les dangers permanents liés aux conflits hérités de l'effondrement soviétique. Il s'agit notamment des conflits entre la Géorgie et l'Ossétie, entre la Géorgie et l'Abkhaz, et entre l'Arménie et Azerbaïdjan. Pour ce dernier, il s'agit d'un différend territorial sur l'appartenance de la région Nagorno-Karabakh, qui a provoqué une vague de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays et qui perturbe les liens politiques et économiques entre les pays en conflit. Les dangers de débordement des régions instables du nord du Caucase se classent également dans cette catégorie.

La seconde catégorie de sources de conflit ou dangers « nouveaux » vient du déclin des niveaux de vie et de la



Knut Mueler/Still Pictures

modification du paysage politique. Les nouvelles polarisations dans le domaine socioéconomique pourraient prendre une dimension régionale et devenir source d'instabilité.

D'un point de vue environnemental, les pays du sud du Caucase s'efforcent de surmonter les conséquences écologiques de la période soviétique, tout en régénérant leurs économies et en tenant compte des préoccupations écologiques actuelles et futures – y compris la gestion des impacts d'une production industrielle en hausse, l'adaptation au changement climatique et la régulation des nouvelles technologies. S'ils veulent revitaliser leurs économies en respectant l'environnement, il leur faut privilégier les investissements dans des technologies de production moins polluantes et des industries à haute valeur ajoutée, et renforcer leurs capacités de gestion des déchets.

D'un côté, le manque d'information sur l'état de l'environnement et l'impact de la dégradation économique sur la sécurité des populations dans les zones de conflit risque de freiner les processus de paix. De l'autre, le renversement de tendance en matière de productivité économique pourrait augmenter les tensions liées à l'aggravation de la pollution ou à l'accès aux ressources naturelles comme l'eau propre, le sol et l'espace vital. Ces pressions environnementales pourraient accentuer la polarisation sociale et les conflits internes. Et l'incapacité d'un gouvernement à gérer correctement les ressources naturelles et les conditions environnementales dans l'intérêt de ses citoyens risque de déboucher sur une perte de légitimité de l'Etat.

Le rapport identifie trois zones de risque pour l'environnement et la sécurité : la dégradation environnementale et l'accès aux ressources naturelles dans les zones de

conflit ; la gestion des préoccupations écologiques transfrontières comme les ressources en eau, les dangers naturels, et les problèmes industriels, infrastructurels et militaires hérités de l'ère soviétique ; et la croissance démographique et le rapide développement des capitales.

Dans le cadre de leur rapport, les experts et les autorités d'Arménie, Azerbaïdjan et de Géorgie ont élaboré une liste commune de préoccupations et de priorités liées aux risques environnementaux menaçant la sécurité, et ils ont notamment souligné la nécessité d'étudier très précisément l'état de l'environnement dans les zones de conflit. Avec l'aide de la communauté internationale – et notamment de l'OSCE, du PNUD et du PNUE –, les autorités locales doivent désormais s'efforcer d'établir un programme de gestion des menaces déjà identifiées.

Il faut être réaliste : tant que les problèmes politiques ne seront pas résolus, il sera très difficile de réconcilier les parties et de les faire coopérer. Mais il ne faut pas que cette condition préalable évidente fasse obstacle à la promotion du dialogue scientifique et des solutions techniques n'impliquant pas une coopération politique directe entre les parties en conflit.

Les projets concernant les problèmes environnementaux qui menacent la sécurité humaine présenteront des avantages directs pour la sécurité des populations locales. A plus long terme, en évitant de nouvelles tensions, ils contribueront également de manière positive à la résolution de différends politiques plus généraux ■

*L'Ambassadeur Jan Kubis est Secrétaire général de l'Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe.*



TopFoto/ImageWorks

# Sécurité

---

## *et turbulence*

**TAMAR LEBANIDZE** explique comment les préoccupations environnementales et sécuritaires peuvent conduire à une coopération efficace, même dans une des régions les plus turbulentes du monde

Le terme « sécurité » n'évoque pas les mêmes images pour tout le monde. Les besoins fondamentaux – la vie, l'alimentation, le logement – se situent à la base d'une pyramide, et les valeurs comme le respect mutuel et l'estime de soi, au sommet. La signification du terme « sécurité » dépend donc évidemment beaucoup des menaces (réelles ou perçues) auxquelles sont confrontées les diverses populations ou sociétés : dans les pays pauvres, la sécurité est souvent associée au fait de manger à sa faim, tandis qu'ailleurs les populations peuvent se sentir extrêmement vulnérables lorsqu'elles ne disposent pas d'une bonne couverture médicale. Mais comment se sent-on en sécurité dans un pays comme la Géorgie, région turbulente traversant une période turbulente ?

Il y a un an, la Révolution Rose de notre pays a changé le paysage politique de la région, et un nouveau Cabinet de



TopFoto/ImageWorks

ministres suppléants a soumis son programme au Parlement début 2004. Ce programme s'intéresse beaucoup aux questions sécuritaires en général et à l'environnement et à la sécurité en particulier.

En tant que ministre géorgien de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles, je partage les préoccupations de mes concitoyens en ce qui concerne de nombreux aspects de la sécurité. Les sondages révèlent que les Géorgiens sont évidemment préoccupés par l'intégrité territoriale, le déclin économique constant, la situation de l'emploi, les salaires et la corruption. Ce qui peut surprendre, cependant, c'est qu'ils sont également très conscients des risques liés à l'environnement. En y regardant de plus près, on comprend mieux pourquoi.

Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que la population entende parler des catastrophes environ-

nementales internationales. Parallèlement aux menaces mondiales comme le changement climatique et l'appauvrissement de l'ozone, des dangers environnementaux existent au niveau national. En Géorgie, le terme « migrant écologique » est utilisé depuis vingt ans pour décrire les milliers de Géorgiens obligés de quitter les zones touchées par des catastrophes naturelles – glissements de terrain, inondations, désertification –, catastrophes aggravées par l'impact d'un développement débridé. Des raisons environnementales sont à l'origine d'une redistribution de ressources déjà rares – comme les terres, l'eau, les forêts, etc. – et qui provoque parfois des conflits locaux.

D'autres pays du Sud-Caucase sont confrontés aux mêmes problèmes environnementaux. Ils partagent les mêmes ressources, et il serait donc logique que s'établisse une coopération régionale. Malheureusement, les tensions politiques existantes ont déjà compliqué la situation. Si des mesures préventives ne sont pas prises, il est fort possible que les questions environnementales et de partage des ressources intensifient ces tensions et éroderont encore davantage la sécurité. Des compétences internationales sont nécessaires pour évaluer cette menace sécuritaire inédite, et la bonne volonté et la confiance mutuelle seront indispensables pour y faire face.

Plusieurs projets internationaux traitent des problèmes environnementaux régionaux dans le cadre d'une coopération entre bailleurs de fonds (Union européenne, Allemagne, Suède, Etats-Unis) et organisations internationales. Tout indique que la coopération est possible quand il existe un intérêt commun et que l'environnement présente un terrain suffisamment neutre pour assurer le succès de cette coopération. Pourtant, des défis bien plus considérables se profilent à l'horizon. Sommes-nous prêts à les affronter ?

L'Initiative Environnement et Sécurité (ENVSEC) – qui rassemble le PNUC, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) – vient de préparer un rapport intitulé « Environnement et Sécurité : Transformer les risques en coopération – Le cas du Sud-Caucase ». Il a été présenté à la Conférence des ministres de l'Environnement d'Europe de l'Est, du Caucase et de l'Asie Centrale et de leurs partenaires, organisée à Tbilissi, en octobre 2004. Compte tenu du caractère précaire de la région, cette initiative est particulièrement intéressante – et les conclusions du rapport sont édifiantes. Le document complet vaut la peine d'être lu, mais sa principale leçon est simple : les préoccupations régionales liées à l'environnement et à la sécurité peuvent favoriser une coopération très fructueuse et même jeter les bases d'améliorations dans d'autres domaines.

Au 20<sup>e</sup> siècle, l'environnement et la sécurité sont devenus des problèmes mondiaux et des efforts mondiaux sont donc indispensables pour relever les défis modernes. Comme c'est le cas dans le Sud-Caucase, il faut que les initiatives locales et régionales s'appuient sur l'expérience et sur la participation internationales – car de nos jours, ces questions nous concernent tous ■

*Tamar Lebnidze est la ministre géorgienne de la Protection de l'Environnement et des Ressources naturelles.*



## L'EAU

# et la GUERRE

**STEVE LONERGAN** considère que les tensions liées à l'eau vont augmenter en parallèle avec la raréfaction de cette ressource mais qu'il est néanmoins possible d'éviter de véritables conflits

Les objectifs des Nations Unies, tels qu'ils figurent dans leur Charte, sont de préserver la paix et la sécurité internationales ; de développer des relations amicales entre les nations ; de coopérer à la résolution des problèmes socioéconomiques, culturels et humanitaires internationaux et de promouvoir le respect des droits humains et des libertés fondamentales ; et d'être un centre pour l'harmonisation des initiatives prises par les nations pour atteindre ces buts. Ces objectifs ont été renforcés en 2000 dans la Déclaration des Nations Unies pour le millénaire et encore clarifiés. Trois domaines clés définissent désormais les activités des Nations Unies : la paix et la sécurité ; le développement ; et les droits humains et la démocratie.

Alors que nous entrons dans le 21<sup>e</sup> siècle, de nouveaux enjeux apparaissent dans ces trois domaines. La paix et la sécurité internationales font face à des menaces anciennes et nouvelles ; les dirigeants du monde ont reconnu que la pauvreté était le plus ardu de tous les problèmes mondiaux du nouveau siècle ; et la liberté, l'égalité, la solidarité, la tolérance, le respect de la nature et la responsabilité partagée sont autant de valeurs fondamentales et communes à travers lesquelles il est possible d'atteindre les deux premières catégories d'enjeux. Dans chacun de ces domaines clés, l'environnement et les ressources jouent un rôle central. Les menaces pour la sécurité commune incluent aujourd'hui des « menaces non violentes », comme la dégradation environnementale, l'appauvrissement des ressources, les maladies contagieuses et la corruption, pour n'en citer que quelques-unes.

On sait maintenant que la dégradation environnementale et la ►

pénurie comme l'abondance de ressources naturelles sont des sources potentielles de conflit – et de coopération – et qu'il faut les envisager de manière plus systématique dans ce contexte. L'accès à l'eau douce et à l'assainissement est la condition requise pour atteindre d'autres objectifs internationaux prévus dans la Déclaration du millénaire.

Cette question revêt une importance particulière au Moyen-Orient, région dans laquelle l'eau est considérée comme une ressource « stratégique » et où elle crée de fortes tensions entre les pays de la région. Là-bas, elle est devenue un grand enjeu politique, et les divers accords de paix proposés ou signés depuis quelques années comportent tous une composante « eau ». C'est ce qui aurait incité plusieurs sources – attribuées (mais non confirmées) à des personnalités comme Boutros Boutros Ghali et l'ancien Roi Hussein de Jordanie – à déclarer que « la prochaine guerre du Moyen-Orient sera provoquée par l'eau ». Cette rhétorique a capturé l'imagination du public et provoqué la consternation au sein des services de sécurité de différents pays, qui s'inquiètent de savoir si l'eau – ou toute autre ressource rare – risque d'être un futur facteur déclenchant de conflit international.

Dans bien des cas, ces commentaires relèvent du battage médiatique ; dans d'autres, ils ont été faits à des fins politiques. Pourtant, quelle qu'en soit l'origine ou la raison, il est certain que l'eau est une ressource rare dans certaines régions. Il existe des tensions liées à l'utilisation de l'eau, à sa propriété et à ses droits – et il est probable qu'elles se multiplieront à l'avenir. C'est probablement au Moyen-Orient et en Afrique que la pénurie d'eau est la plus inquiétante : d'ici à 2025, quarante pays de ces régions devraient connaître un stress hydrique ou des pénuries.

Le stress hydrique est fonction de l'offre et de la demande. Dans certaines régions, la demande augmente à un rythme alarmant suite à l'augmentation démographique et à celle des quantités utilisées par personne. Dans de nombreux pays où l'eau est rare, comme la Jordanie ou Israël, il n'existe pas de solution évidente ou bon marché



PNU/E/Toplum



pour augmenter les ressources en eau, et il est probable qu'il en résultera des tensions parmi les différents utilisateurs. Dans d'autres pays, comme en Egypte, une meilleure utilisation de l'eau, comme l'abandon des cultures très gourmandes en eau ou l'importation d'eau de pays voisins, pourra offrir des solutions raisonnables.

La seconde crise est celle de la détérioration de la qualité de l'eau. L'agriculture est le plus gros pollueur : l'usage accru des engrais et pesticides a contaminé les nappes phréatiques et les eaux de surface. La pollution domestique et industrielle est également en hausse, et le problème touche les pays développés comme ceux en développement.

Enfin, l'utilisation de l'eau possède une dimension géopolitique. L'eau coule d'amont en aval, et les retraits et les types d'utilisation faits en un endroit affectent la quantité ou la qualité de l'eau en aval. L'utilisation de l'eau comporte aussi des aspects historiques, culturels et socioéconomiques. Pour certains, l'eau est un don de Dieu et ne devrait donc pas être facturée. D'autres, comme la Banque mondiale, préconisent une facturation de prix au coût marginal de l'eau.

L'absence de cadre juridique permettant de résoudre les différends internationaux liés à l'eau présente un autre problème. En matière de fleuves internationaux, la souveraineté s'appuie généralement sur une des quatre doctrines suivantes : souveraineté territoriale absolue, qui implique pour les Etats riverains le droit d'utiliser les ressources en eau de n'importe quelle manière, même au détriment d'autres nations ; l'intégrité nationale absolue, qui implique que l'usage riverain d'un fleuve ne doit pas avoir d'effet négatif pour les riverains en aval ; la souveraineté territoriale limitée, qui associe les deux concepts précédents dans le cadre d'une utilisation équitable par toutes les parties ; et la communauté d'Etats riverains, qui préconise une gestion intégrée des bassins versants.

Les problèmes de rareté et de pollution de l'eau affectent la santé humaine et celle des écosystèmes, et ils freinent le développement économique et agricole. Les problèmes locaux et régionaux risquent ensuite d'affecter le reste du monde en menaçant les approvision-



Jochen Tuck/Still Pictures

nements alimentaires et le développement économique mondial. La Commission des Nations Unies sur le développement durable conclut que ces problèmes pourraient provoquer toute une série de crises de l'eau, locales et régionales, avec de graves implications mondiales.

Un conflit violent lié à l'eau est-il probable dans l'avenir ? Les expériences passées incitent à penser le contraire. Cependant, nombreux sont ceux qui considèrent que la probabilité de conflit est en augmentation. La plupart des projections concernant les conflits futurs s'appuient sur le fait que compte tenu de l'augmentation de la demande, du déclin des ressources en eau douce (à cause de la pollution et de l'exploitation des nappes souterraines) et des effets pervers sur la santé d'une eau de mauvaise qualité, la rareté sera à l'origine de violences et de guerres de l'eau. Pourtant, il n'est pas très logique, économiquement ou politiquement, de se battre pour l'eau.

Il ne fait guère de doute qu'à l'avenir, la rareté de l'eau sera un problème dans certaines régions. Le réchauffement mondial va probablement modifier la pluviosité et les régimes d'évapotranspiration de nombreuses régions, et il faut absolument que les approvisionnements en eau tiennent compte de ce fait. Il est également presque certain que l'eau sera plus chère, au fur et à mesure qu'elle se raréfiera. Il faudra donc améliorer son efficacité – et éventuellement restructurer certaines économies qui sont aujourd'hui trop dépendantes de l'eau.

C'est dans l'agriculture que les plus grandes améliorations sont possibles, dans la mesure où l'irrigation représente près de 70 % des quantités d'eau utilisées à travers le monde. Au fur et à mesure que le prix de l'eau augmente, de nouveaux systèmes de distribution apparaissent : on transporte l'eau par tankers, par pipeline longue distance et même par sacs en plastique. On fera peut-être davantage appel à la désalinisation, bien que jusqu'ici le coût de cette technique se soit révélé prohibitif et qu'elle ait été réservée aux pays présentant un surplus énergétique. L'importation de l'eau – comme c'est le cas à Singapour – risque de devenir plus courante.

Deux autres facteurs peuvent jouer un rôle dans les tensions liées à l'eau. D'abord, les importations alimentaires risquent de devenir tributaires de la rareté de l'eau. La sécurité alimentaire de la moitié de la population mondiale dépendra bientôt du marché alimentaire mondial. Le financement de ces importations par les pays pauvres possédant peu d'eau deviendra peut-être un problème majeur. Ensuite, l'eau devrait donner lieu à une concurrence accrue : entre les populations rurales et urbaines ; entre l'agriculture et le secteur domestique ; et entre les pays. Cette concurrence pourra être exacerbée par la rapidité de l'urbanisation. Pourtant, nombre des problèmes futurs d'approvisionnement en eau pourront se résoudre grâce à des accords de coopération et à un certain degré d'investissement économique. Accords et diplomatie préventive sur les ressources en eau communes continueront à prédominer.

Historiquement, on trouve peu de cas de conflits violents provoqués par la pénurie d'eau, même si celle-ci est souvent utilisée comme but ou cible stratégique dans le cadre d'activités militaires. Il y a cependant eu de nombreux différends concernant l'eau au sein des nations : il se peut que la probabilité de conflit violent lié à l'eau soit inversement proportionnelle à la taille (et au type) des organismes politiques concernés.

Pourtant, la rareté de l'eau dominera l'ordre du jour international pour les décennies à venir. Dans certains cas, l'eau sera peut-être même un des facteurs des conflits internationaux. Un des négociateurs de l'équipe israélienne dans le Processus de paix du Moyen-Orient, le professeur d'hydrologie Uri Shamir, avait un jour fait la remarque suivante : « S'il existe une volonté politique de paix, l'eau ne sera pas un frein. Mais à celui qui cherche des raisons de se battre, l'eau fournira des occasions rêvées » ■

*Steve Lonergan est le Directeur de la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du PNUE et le coauteur, avec David Brooks, de Watershed: The Role of Freshwater in the Israeli-Palestinian Conflict (IDRC Books, 1994).*



Ron Gilting/Lineair/Still Pictures

# Vaincre la « malédiction des ressources »

**EMIL SALIM** montre que, sur un plan social, environnemental et économique, le développement durable est indispensable pour éviter les conflits liés aux ressources

La croissance effrayante des dépenses militaires mondiales représente une occasion manquée d'atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire. Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, elles se montaient déjà en 2001 à 839 milliards de dollars, dont les trois quarts dans les pays développés. Chiffre saisissant quant on sait que 19 milliards de dollars à peine permettraient de supprimer la faim et la malnutrition dans le monde, que le même montant fournirait de l'eau potable à tous et que 5 milliards de dollars élimineraient l'analphabétisme.

Dans la plupart des cas, les objectifs pratiques des conflits armés visent à contrôler l'accès aux ressources naturelles comme le pétrole, le gaz, les diamants, les émeraudes et le bois. Tous ceux qui exploitent des terres et d'autres ressources – comme les cultivateurs, les forestiers et les pêcheurs – ont leurs intérêts particuliers. La mainmise de l'un sur une ressource naturelle empêche les autres d'utiliser différemment cette ressource. Des conflits d'intérêt peuvent se transformer en conflits ouverts. Lorsque la démographie et la consommation augmentent, la pression sur l'utilisation des

ressources naturelles suit la même courbe. Ceux qui sont en position de force, préfèrent généralement résoudre les conflits par la force.

Le *Rapport mondial sur le développement 2003* de la Banque mondiale notait que le caractère non soutenu de la croissance est étroitement lié aux ressources ponctuelles et aux conflits civils. Lorsque les modèles de production et de revenus sont concentrés, comme c'est le cas pour les combustibles ou les minéraux – et que le gouvernement contrôle les revenus liés à l'extraction des ressources – des occasions se présentent de financer des activités sur lesquelles les contribuables n'ont aucun droit de regard. Les économies génératrices de rentes de situation affaiblissent la gestion publique et les institutions, elles favorisent la corruption et l'exploitation axées sur l'intérêt personnel, et empêchent la croissance économique. Des groupes rivaux apparaissent, tous soucieux d'avoir leur part. Ainsi, un pays peut se trouver plongé dans des conflits armés suite à une « malédiction des ressources ».

Aujourd'hui, la quasi totalité des conflits armés ont lieu dans des pays en développement, ce qui indique que le

modèle de développement suivi jusqu'ici présente de sérieuses lacunes. Les pays en développement adhèrent généralement à la piste unique de développement économique, fondée sur l'augmentation des revenus et la croissance du PIB. Lorsque l'économie progresse, l'amélioration est censée toucher progressivement tout le monde et favoriser le développement social et environnemental.

Durant la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, le développement économique a réussi à faire passer la production brute mondiale de 6,6 trillions de dollars à 44,9 trillions de dollars. Pourtant, cette croissance s'est accompagnée d'une hausse des inégalités : 17 % de la population mondiale reçoit 78 % du revenu mondial, et 60 % des humains ne s'en partagent que 6 %. Près de 2,2 milliards de gens vivent avec moins de deux dollars par jour.

On estime que la population mondiale passera des 6,4 milliards actuels à 7,9 milliards en 2025 et à 9,3 milliards en 2050. Actuellement, sur les 6,4 milliards d'humains, ils sont 5,2 milliards à vivre dans les pays en développement, et ce chiffre devrait atteindre 8 milliards en 2050. Ainsi, les besoins en matière de développement augmentent alors que les

## Aucun pays n'est totalement isolé

Le tsunami dévastateur qui a frappé mon pays, l'Indonésie, et les nations de l'océan Indien en décembre 2004 souligne avec force l'importance de la sécurité environnementale. Il montre aussi que pour que le développement résiste, il faut qu'il se fonde sur la durabilité socioéconomique et environnementale. Il a notamment illustré l'importance de la préservation des forêts de mangroves – qui ont permis de protéger les personnes et les communautés dans cette catastrophe comme dans les précédentes – et celle de la construction d'édifices conformes à la capacité porteuse de la nature. Il faut que les technologies de construction s'inspirent des qualités du cocotier et du bambou, qui pratiquement partout ont survécu aux ravages des tsunamis. La catastrophe illustre également une autre vérité : la société humaine est comme un écosystème, lorsqu'elle est frappée quelque part, c'est tout l'ensemble qui vibre. Il est bien vrai qu'il n'y a pas d'être humain ou de pays qui soit totalement isolé. **ES**



Alvaro Larricitai/PNU/Etophan

territoires restent les mêmes, ce qui crée un potentiel de conflits ouverts.

Il faut que la croissance se poursuive, et ceci poussera encore davantage la consommation. L'amélioration du développement économique est nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Il faut maintenant que l'ensemble du monde emprunte la voie du développement durable et s'engage dans une durabilité socio-économique et environnementale.

Pour être durable, il faut que l'économie vise l'atténuation de la pauvreté grâce au plein emploi, tout en prenant en compte les impacts économiques négatifs sur la durabilité sociale et environnementale.

La durabilité sociale se réalise en centrant le développement sur la qualité de la créativité humaine grâce à l'amélioration de l'éducation, de la santé et des capacités – et en renforçant la cohésion sociale parmi les membres de la société en améliorant la solidarité sociale, la coopération et la tolérance parmi les religions et les races, et parmi les groupes ethniques, professionnels et politiques. A son tour, ce développement social doit s'accompagner d'une prise en compte de son impact sur la durabilité économique et environnementale.

La durabilité environnementale nécessite de préserver et de protéger les ressources naturelles des écosystèmes essentiels au maintien de la vie. De même, elle doit se réaliser en tenant compte de ses impacts sur la durabilité socioéconomique.

Par conséquent, un mode de vie durable s'obtient en optant pour des politiques proactives de développement tenant compte de cette triple durabilité, économique, sociale et environnementale.

Par le passé, le développement économique traditionnel a produit des biens et services, mais il avait des impacts négatifs sur le développement social et environnemental. L'industrie a pollué l'atmosphère et appauvri la couche d'ozone. Les transports et l'énergie ont fortement pollué l'air avec des gaz à effet de serre qui modifient le climat et réchauffent le globe, provoquant ainsi des impacts comme la hausse du niveau des mers, la multiplication des inondations, l'avancée de la désertification, l'accélération de l'évaporation de l'eau de surface, la réduction des forêts, l'érosion de la biodiversité et l'arrivée de nouveaux risques sanitaires.

Les impacts si négatifs du développement économique s'expliquent principalement par des « échecs commerciaux », à savoir l'incapacité des prix du marché à absorber les signaux sociaux et environ-



Sebastian Bolech/Still Pictures

### **Des conflits d'intérêt peuvent se transformer en conflits ouverts. Lorsque la démographie et la consommation augmentent, la pression sur l'utilisation des ressources naturelles suit la même courbe**

nementaux appropriés, et l'incapacité des entreprises à intégrer les effets externes à leurs structures de coûts et de bénéfices.

Des instruments théoriques ont été élaborés pour valoriser les services sociaux et environnementaux, et certains pays ont déjà introduit dans leurs systèmes de fonctionnement des « budgets verts » et des « comptabilités vertes » visant à corriger les échecs commerciaux.

Consciente du potentiel de conflit représenté par la gestion des ressources naturelles, la Banque mondiale a élaboré une évaluation des impacts de la paix et des conflits qui, avec les études d'impacts sociaux et environnementaux intégrés et de planification spatiale, constitueront des outils d'orientation complets pour le développement durable.

Il est encore plus important de placer la durabilité socioéconomique et environnementale dans la perspective d'une vision mondiale commune pour le monde en 2050 que d'élaborer des outils analytiques pour cette vision. Il nous faut un engagement universel et mondial à construire un monde durable.

Cet engagement exige une coopération mondiale axée sur cinq lignes d'action :

1. Il faut une dynamique démographique qui s'efforce notamment de stabiliser la population et de la doter d'une capacité cohésive humaine et sociale élevée.
2. Il faut des modèles de consommation qui induiront la production de : biens et services fondés sur des ressources moins

gourmandes en matériaux, renouvelables et recyclables ; sources d'énergie non polluantes et renouvelables ; produits et services moins polluants et générant peu de déchets ; biens et services utilisant peu d'espace et peu de superficie ; produits et services s'appuyant sur des technologies propres, soucieuses de l'environnement et de la dimension sociale.

3. Il faut atteindre les Objectifs de développement pour le millénaire avec équité.
4. Il faut des mesures permettant de corriger les échecs d'orientation et commerciaux mondiaux.
5. Il faut consolider les institutions multilatérales, comme les Nations Unies, et le partenariat tripartite entre les gouvernements, les entreprises et la société civile.

En s'appuyant sur ces cinq lignes d'action, la coopération peut permettre d'atteindre la durabilité socioéconomique et environnementale avec une véritable démocratie mondiale sur une base multilatérale – tandis que les membres de la famille des Nations Unies progresseront sur le chemin d'un monde humain et cohésif pour 2050, libéré de la pauvreté, des inégalités et de la peur ■

*Monsieur Emil Salim, ancien ministre indonésien de l'Environnement, est professeur d'environnement (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles) à l'Université d'Indonésie, à Jakarta, et Président des Associations indonésiennes d'autonomisation des communautés.*

# LE VERT, COULEUR DE LA PAIX

Lorsque Dieu a créé le monde, il n'a pas fait d'erreurs. La Nature était sa plus belle réalisation. Il a créé un écosystème parfait, avec de splendides forêts vertes, de magnifiques paysages et un habitat naturel où différentes espèces d'animaux étaient heureuses de vivre. La Bible en parle comme du Jardin d'Eden : sa beauté et sa gloire naturelles montrent combien Dieu valorisait l'environnement. Il faisait de sa protection sa priorité absolue.

De ma petite enfance, je me souviens des merveilleux sites naturels de Sierra Leone. Les forêts tenaient les promesses de Dieu. Les vallées, collines et montagnes étaient splendides.

La variété des espèces animales rendait les paysages particulièrement intéressants : babouins, singes et reptiles de toutes sortes contribuaient à la beauté de ce merveilleux environnement. A l'époque, la Sierra Leone était un pays dont on pouvait être fier.

En grandissant, ces souvenirs s'effacèrent comme s'il s'agissait d'un rêve. L'environnement ne comptait plus pour moi. La majeure partie de mon adolescence fut dominée par une guerre dévastatrice qui décima d'innombrables choses. Les vertes forêts disparurent. Elles perdirent leur couleur, brûlées par les bombes ou déboisées par les citoyens en quête de bois de feu.

La destruction fut telle qu'elle fit fuir tous les animaux. Effrayés par le bruit des balles et des bombes, ils partirent se réfugier dans d'autres régions ou pays. A l'époque, nous qui étions enfants ne remarquions pas que notre environnement avait perdu toute sa beauté, bien que les pertes provoquées par la guerre menaçaient jusqu'à nos logements. Parfois, la vie et la propriété étaient détruites au hasard. Les enfants se retrouvaient sans espoir pour l'avenir, la plupart d'entre eux ayant perdu leurs parents et beaucoup d'autres se trouvant enrôlés de force. Quel passé sinistre et indélébile !

Aujourd'hui, ces images appartiennent au passé. Reste à savoir comment redresser cette terrible erreur humaine. J'assiste à la réhabilitation de l'environnement, comme c'est le cas aux abords de mon village de Regent. Avec l'aide d'organisations non gouvernementales et de services gouvernementaux, les forêts retrouvent peu à peu leur beauté. La Journée mondiale de l'environnement 2004 a été particulièrement remarquable : tous les habitants, y compris les enfants, ont participé au reboisement. Grâce aux nouveaux arbres, l'environnement de Regent retrouve progressivement son aspect d'origine. Les animaux reviennent – des éléphants et d'autres espèces qui avaient disparu auraient été aperçues à certains endroits.

La régénération remplace donc la dégénérescence du passé. La réhabilitation a rendu espoir et confiance à la population. Les gens organisent eux-mêmes des initiatives de mobilisation commune. Les politiques gouvernementales dissuadent les populations de couper des arbres pour le bois de feu ou la construction. Pour mes amis et moi, l'effet psychologique produit par la réhabilitation de l'environnement est un symbole du renouveau d'une Sierra Leone dont nous puissions être fiers.

Tandis que l'environnement retrouve son identité perdue, il guérit les traumatismes de la guerre. Il incite à tourner la page. Il donne de l'espoir et des défis à relever à ceux qui pensaient que tout était perdu. Si les forêts peuvent retrouver leur aspect initial après une guerre dévastatrice, les hommes peuvent eux aussi se reconstruire. Le développement durable est en train de transformer l'héritage négatif de la guerre en un avenir plus radieux ■

*Max B. Katta, 23 ans, Sierra Leone*



Hounschtal/PNUE/Topham